

BTP News

www.btpnews.ma



Christophe Lecarpentier,
Directeur du salon INTERMAT
«INTERMAT 2024.. La vitrine
des constructions et tous les
acteurs de la construction»



HABITAT DÉCENT

UN DÉBUT 2024 SUR DE BONS RAILS POUR LA MINISTRE EL MANSOUR



Routes :
Mobilisation
de 3 MMDH
par an pour les
infrastructures
routières



CNSS : Le nombre
de salariés déclarés
au titre du régime
général s'élève à 4
millions en 2023



**Convertissez votre expérience
professionnelle en Diplôme NIVEAU
INGENIEUR par la VAE !**



Tél & WhatsApp
+212 662 137 125

contact@enita.ma





2024
**iNTER
MAT.**

PARIS
24 - 27 AVRIL 2024

Salon des solutions
& technologies durables
pour la construction

Toute la filière BTP
résolument mobilisée
pour mieux construire demain.

**#dé
car
bona
tion**

CONJOINTEMENT AU SALON



**Votre badge
OFFERT**



Avec le code **MARPARPR24**
sur **paris.intermatconstruction.com**



#intermatparis

contact@intermatconstruction.com

ORGANISÉ PAR

COMEXPOSIUM

EVOLIS
LES ACTEURS DE L'INDUSTRIE
EN MOUVEMENT

SEIMAT

INTERMAT Paris, société SE INTERMAT, au capital de 80 000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre, sous le numéro 339 486 623 dont le siège social est situé 70 Avenue du Général de Gaulle - 92058 Paris La Défense Cedex - France.

ZOOM

6

LF 2024 : Les nouvelles mesures fiscales expliquées aux Rotariens



BTP MAROC

8 - 25

Stress hydrique : Ça craint !

ONEE, Nareva et GE Vernova signent un Mémorandum d'Entente pour la décarbonation de la centrale électrique à fuel de Laâyoune



PDR Agadir 2020-24 : Aziz Akhannouch dresse le bilan

Routes : Mobilisation de 3 MMDH par an pour les infrastructures routières



INTERNATIONAL

26 - 33

LEOS Developments dévoile une nouvelle communauté de style de vie : Cavendish Square à Jumeirah Village Triangle

L'éclairage responsable sera présenté au Light + Intelligent Building Middle East

CAN 2023 : La Côte d'Ivoire inaugure le 4e pont d'Abidjan et cinq nouvelles voies routières financées par la BAD

DOSSIER

34 - 39

Habitat décent : Un début 2024 sur de bons rails pour la ministre El Mansour



P. 32-37

INTERVIEW

40 - 41

XXXX

MATERIEL

42 - 46

Volvo Construction Equipment termine 2023 avec des ventes solides alors que le marché s'affaiblit

BTP NEWS

MAGAZINE GRATUIT DU BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

EDITÉ PAR :

alfacet media

DOSSIER DE PRESSE :

n° 04 - 2013

DÉPOT LÉGAL :

2013-0052

ISSN : 2336-0011

RÉGIE PUBLICITAIRE :

06 64 49 40 24

IMPRESSION :

Société d'impression BTP com Maroc

DISTRIBUTION : NRG LINE

DIRECTEUR DE PUBLICATION :

Khalid Fakhir

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION :

Abdelali El Qati

RÉDACTION :

Zainab Douimi



PHOTOGRAPHE :

Rizko Abdel Majid (ADT)

PARTENAIRES MÉDIA :

JournalEco, adyare, Aarasid

ADRESSE : Cosmos 4, Rue

1 - Bureau 7 La Villette - Casablanca

Tél : (+212) 5 22 62 70 77

Fax : (+212) 5 22 62 16 17

www.btpnews.ma





Casablanca : un appel à la réflexion sur les regards d'assainissement

Casablanca, métropole dynamique et trépidante, séduit par son énergie et son effervescence quotidienne. Cependant, derrière cette façade animée se cache un problème persistant qui perturbe la quiétude des automobilistes : les regards d'assainissement mal construits le long des artères du tramway.

L'essor urbain de Casablanca est indéniable, avec ses infrastructures modernes et son réseau de transport en constante expansion. Cependant, l'inconvénient réside dans la conception déficiente des regards d'assainissement, des éléments souvent négligés mais cruciaux pour le bon fonctionnement de la ville.

Ces regards, souvent situés le long des voies du tramway, devraient être des pièces maîtresses harmonieusement intégrées dans le paysage urbain. Au lieu de cela, ils deviennent des points de tension pour les automobilistes, entraînant des inconvénients et des risques de sécurité.

La perturbation de la circulation causée par ces regards défectueux n'est pas seulement une question de commodité, mais aussi un défi pour la sécurité routière. Les creux et les irrégularités résultant de constructions inappropriées peuvent entraîner des situations dangereuses pour les conducteurs et les passagers.

Il est temps de prendre des mesures sérieuses pour remédier à ce problème persistant. Les autorités municipales et les urbanistes doivent collaborer étroitement pour repenser la conception des regards d'assainissement, les rendant à la fois fonctionnels et esthétiquement intégrés à l'environnement urbain.

Investir dans la résolution de ce problème n'est pas seulement une nécessité pratique, mais aussi un investissement dans la qualité de vie des citoyens. Des regards d'assainissement bien conçus contribueront à améliorer la fluidité du trafic, réduire les risques d'accidents et embellir notre ville en pleine croissance.

Casablanca mérite d'être admirée pour ses réalisations urbanistiques, mais pour garantir une expérience citadine harmonieuse, il est impératif de régler ces problèmes sous-jacents. L'amélioration des regards d'assainissement est une étape essentielle vers une Casablanca plus sécurisée, fonctionnelle et agréable pour tous. Il est temps d'agir et de faire de notre métropole une référence en matière d'urbanisme bien pensé et de qualité de vie exceptionnelle.


Ces regards, souvent situés le long des voies du tramway, devraient être des pièces maîtresses harmonieusement intégrées dans le paysage urbain. Au lieu de cela, ils deviennent des points de tension pour les automobilistes, entraînant des inconvénients et des risques de sécurité.



**Notre métier est de vous
donner tous les moyens
pour dynamiser vos
compétences**

Formation



**294. Bd Yacoub El Mansour Res Espace
Anfa Erg 5 N° 18 Casablanca
Tél : 05 20 09 11 11 / 07 02 12 31 31
Fax : 05 22 09 11 11
Mobile : 06 61 88 82 21 / 06 61 23 29 29**

ZOOM



LF 2024

Les nouvelles mesures fiscales expliquées aux Rotariens



Le volet social est aussi présent cette année, avec l'introduction et le renouvellement de plusieurs incitations sociales, en l'occurrence les aides directes et les incitations à l'emploi.

Les nouvelles dispositions fiscales de la Loi de Finances de l'année 2024 (LF-2024) ont été mises en avant, jeudi à Rabat, lors d'une conférence-débat tenue à l'initiative des Rotary Club de Rabat et Salé.

S'exprimant à l'ouverture de cette conférence-débat tenue sous le thème «Loi de Finances 2024 : décryptage des nouvelles mesures fiscales», le président du club Rotary Rabat Doyen, Abdelouahed Jambari, a mis en exergue l'importance de la LF, considéré comme un «plan directeur» et une «feuille de route économique» qui influence la vie quotidienne de l'ensemble des citoyens marocains.

Il a, dans ce sens, mis l'accent sur l'importance de cette rencontre, organisée au nom des cinq clubs de la région Rabat Salé, qui s'assigne pour objectif principal de discuter des nouvelles mesures fiscales et du rôle qu'elles jouent, notamment en matière de développement économique et de création d'emploi et de croissance.

Il est aussi question de mettre en avant les avantages fiscaux qu'elle contient et leurs implications en termes d'investissements, a-t-il dit.

De son côté, le secrétaire général de Rotary club, Majid Iraqui, a mis en relief l'importance de cette rencontre qui se veut l'occasion de discuter le contexte économique dans lequel intervient cette Loi, marqué notamment par la persistance de l'inflation et des incertitudes, des niveaux d'endettement élevés et des taux de chômage inquiétants. Par ailleurs, M. Iraqui a relevé l'impératif d'encourager les investissements, de renforcer la coopération internationale et de prioriser le capital humain, en tant que mesures principales pour faire face à la complexité de l'environnement économique actuel.

A son tour, Mohamed Radouane Stoti, expert-comptable, a souligné que la LF-2024 contient plusieurs nouveautés concernant les procédures fiscales, particulièrement sur le plan de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), le but étant d'atteindre un équilibre budgétaire à travers notamment l'élargissement de l'assiette fiscale et la convergence des taux. Et de noter que le volet social est aussi présent cette année, avec l'introduction et le renouvellement de plusieurs incitations sociales, en l'occurrence les aides directes et les incitations à l'emploi.

CNSS : Le nombre de salariés déclarés au titre du régime général s'élève à 4 millions en 2023

Le nombre de salariés déclarés auprès de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), au titre du régime général, a atteint 4 millions en 2023, contre 3,7 millions en 2022, a annoncé, vendredi à Casablanca, la ministre de l'Économie et des finances, Nadia Fettah.

Dans une allocution lors du Conseil d'Administration (session décembre 2023) de la CNSS, Mme Fettah a fait état également d'une hausse de la masse salariale déclarée, de 185 milliards de dirhams (MMDH) en 2022 à 204,4 MMDH l'année dernière, notant que les cotisations exigibles au recouvrement se sont établies à 30,8 MMDH, contre 28 MMDH un an auparavant.

En 2023, le taux d'encaissement des cotisations dues s'est maintenu à 93%, a-t-elle noté, relevant une augmentation des revenus issus du recouvrement forcé qui sont passés de 3 MMDH en 2022 à 4,25 MMDH en 2023.

S'agissant du régime d'Assurance Maladie Obligatoire de base (AMO) pour les salariés, le nombre de bénéficiaires a atteint 9,8 millions de personnes, pour une hausse des cotisations exigibles au recouvrement à 10,8 MMDH (9,2 MMDH en 2022), selon la ministre.

Au passage, le montant des indemnités dues s'est établi à 7,6 MMDH en 2023, contre 6,5 MMDH l'année précédente, a-t-elle souligné.

Et de préciser que pour ce qui est des professionnels, des travailleurs indépendants et des personnes non salariées exerçant une activité libérale, le nombre d'assurés principaux est passé à 1,9 million, alors que les cotisations dues ont atteint 3,4 MMDH (3,1 MMDH en 2022). Le montant des indemnités dues s'est élevé lui à 1,3 MMDH en 2023, contre 500 millions de DH un an auparavant.

Par ailleurs, Mme Fettah a souligné l'engagement en faveur de la mise en œuvre du chantier royal relatif à la généralisation de la protection sociale et des dispositions des lois y afférentes, assurant que le gouvernement œuvre à la mise en œuvre dans les délais impartis de la loi cadre 09.21 relative à la protection sociale, après avoir réussi



le volet de l'assurance maladie obligatoire. Dans ce sillage, a-t-elle poursuivi, le plan d'action de la CNSS pour 2024 et son programme triennal 2024-2026, sont axés sur la consolidation des efforts pour la généralisation de la protection sociale, l'accélération de la digitalisation, l'amélioration de la qualité des services, la réforme du système de recouvrement et de lutte contre la fraude sociale, la poursuite de la lutte contre la fraude dans le but d'obtenir des indemnités et de maîtriser les dépenses de l'AMO.

Ils focalisent également sur le développement des systèmes financiers et comptables, la promotion du capital humain et le renforcement de la communication aux niveaux interne et externe, a affirmé la ministre.

Le Conseil d'Administration de la CNSS, présidé par la ministre en présence notamment de son directeur général, Hassan Boubrik, a été marqué par la présentation des plans d'action de la Caisse, ainsi que par l'examen de son budget au titre de 2024.



PDR Agadir 2020-24

Aziz Akhannouch dresse le bilan

Le programme de développement urbain de la ville d'Agadir 2020-2024 est un chantier Royal qui a changé considérablement les paysages de la ville, ce qui s'est reflété positivement sur la vie quotidienne des citoyens, a affirmé, le Président du Conseil communal d'Agadir, Aziz Akhannouch.

S'exprimant lors de la 11ème réunion du comité de supervision et de suivi dédiée à la présentation du bilan dudit programme, M. Akhannouch a fait savoir que ce programme a contribué à la promotion de l'attractivité touristique et économique de la ville, notant que la coordination et la convergence entre l'ensemble des acteurs, tous rôles confondus, constitue une condition sine qua non pour la mise en œuvre des différents projets program-

més.

Il a également précisé que ce programme, auquel SM le Roi Mohammed VI accorde une attention particulière, a atteint une étape cruciale exigeant une détermination renouvelée et une adhésion continue, en vue d'accomplir toutes les composantes de ce chantier, appelant au respect strict des délais et des cahiers de charges. Rappelant que la ville d'Agadir s'apprête à abriter de grands événements internationaux, telle la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) et la Coupe du Monde, avec les défis et challenges qui les accompagnent, M. Akhannouch a souligné la nécessité d'accélérer le réaménagement des alentours du grand stade d'Agadir ainsi que toutes les routes qui y mènent.

A cet égard, il a mis en avant plusieurs mesures, dont l'accélération des tra-

vaux de réaménagement de la route urbaine et sa liaison à l'aéroport dans les plus brefs délais en tant que première étape, puis l'achèvement de toutes ses tranches avant la CAN de 2025, en plus d'élaborer l'ensemble des installations sportives programmées dans le cadre du réaménagement de l'entourage du grand stade d'Agadir, notamment la piscine olympique et la salle couverte. M. Akhannouch a, en outre, relevé que le conseil communal d'Agadir œuvrera sans relâche pour honorer tous les engagements, en allouant les budgets nécessaires au titre de l'année 2023, dont une bonne partie a été versée à des sociétés, ajoutant qu'«il y avait une difficulté dans le versement de l'autre partie, nous sommes en cours de traitement de cette problématique en coordination avec les services spécialisés».

De même, il a mis en avant l'importance accordée par le programme de développement urbain d'Agadir à la valorisation du patrimoine culturel amazighe de la ville, à travers une programmation et une série de projets incarnant l'identité amazighe de la région, notamment l'ouverture du musée amazigh, le musée «Timitar» et la mise à niveau de la Kasbah d'Agadir Oufela. Pour sa part, le Wali de la région Souss-Massa, Saaid Amzazi, a affirmé que cette réunion, qui met en lumière le bilan de 46 mois passés après le lancement du programme de développement urbain d'Agadir 2020-2024, marque la

changement opéré dans l'opérationnalisation des composantes du programme, en passant de l'étape du lancement des projets à l'étape de leur livraison. M. Amzazi a également fait savoir que ce passage a été réalisé grâce à la mobilisation et l'adhésion totale des différents acteurs et partenaires financiers et institutionnels de ce projet Royal structurant. Les composantes du programme de développement urbain d'Agadir 2020-2024, en cours de mise en œuvre conformément aux dispositions de l'article 7 de la convention cadre relative au financement et à l'opérationnalisation de ce programme signée devant Sa Majesté le Roi Mohammed VI, le 04 février 2020, comprennent 94 projets, d'un coût total de 7.371.420 dirhams.

Par ailleurs, selon un communiqué de la préfecture d'Agadir Ida-Outanane, le bilan de l'exécution de ce programme englobe l'achèvement des travaux de 33 projets, de 709 MDH, la création et le réaménagement de plusieurs équipements et infrastructures, en plus de 40 projets secondaires d'un coût de près de 2.174.000 Dhs, ainsi que la construction, le réaménagement et l'entretien de plusieurs installations urbaines. Le budget total des engagements approuvés par les maîtres d'ouvrages par intérim pour le programme s'élève à près de 6.083 milliards de dirhams, soit 82,5% du coût total dudit programme, précise la même source.



Le budget total des engagements approuvés par les maîtres d'ouvrages par intérim pour le programme s'élève à près de 6.083 milliards de dirhams, soit 82,5% du coût total dudit programme, précise la même source.



L'opération de recensement des Soulaliyines a atteint 76% du total des communautés Soulaliyates



Le ministre de l'Intérieur, Abdelouafi Laftit, a indiqué, lundi à Rabat, que l'opération de recensement des soulaliyines a atteint 76% du total des communautés soulaliyates, soit environ 2,625 millions d'hommes et 2,1 millions de femmes.

Au Parlement, M. Laftit a fait savoir que la superficie des terres soulaliyates est d'environ 15,6 millions d'hectares exploitées à des fins agricoles, forestières et de pâturage, soulignant à cet égard que les communes soulaliyates propriétaires desdites terres s'élèvent à 4908 communes et sont représentées par 7731 nouabs, dont 7714 hommes et 17 femmes.

De même, le ministre a souligné qu'au regard de l'importance desdits biens fonciers et des revendications des différents partenaires, une réforme du régime juridique encadrant la gestion et l'exploitation des terres des communautés soulaliyates a été menée conformément aux Hautes Orientations Royales en matière des terres collectives, rappelant qu'entre 2019 et 2020, des lois ont été promulguées dans ce sens à savoir la loi n° 62.17 relative à la tutelle administrative sur les communautés soulaliyates et la gestion de leurs biens, la loi 63.17 relative à la délimitation administrative des terres des communautés soulaliyates et la loi 64.17 relative aux terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation.

Dans la continuité de la réforme du régime juridique encadrant les terres soulaliyates, poursuit-il, les services du ministère de l'Intérieur ont initié dans le cadre d'une meilleure valorisation de ces terres, une série de chantiers dont la mobilisation de pas moins d'un million d'hectares pour l'investissement dans le domaine agricole.

Dans ce sens, plus de 100.000 ha ont été, jusqu'à présent, proposés à la location par le biais d'appels d'offres, outre le chantier d'appropriation des terres agricoles bour au profit des membres des communautés soulaliyates où environ 800.000 ha ont été aménagés et des décisions ministérielles ont été émises à cet égard, a-t-il expliqué.

Ces chantiers ont porté également sur l'accélération du rythme d'appropriation gratuite des terres situées dans les zones d'irrigation au profit des ayants-droits, sachant que la superficie globale immatriculée a atteint environ 259.000 ha. Ils visent aussi l'accélération du processus d'immatriculation foncière des biens immobiliers, à mesure que la superficie totale immatriculée s'est établie à 5,1 millions ha, contre 555 mille ha en 2014.

M. Laftit a en outre souligné qu'il a été procédé à la généralisation de la concurrence comme principe d'accès au foncier soulaliyates pour la réalisation des projets d'investissement dans le domaine agricole, à l'adoption de la location à travers les appels d'offres comme règle générale et à la maîtrise et le recensement des exploitations illégales sur une superficie avoisinant 136.000 ha dont près de 29.000 ha sont actuellement en cours de régularisation.

De même, il a souligné que l'exploitation des terres soulaliyates s'effectue à travers deux moyens, le premier étant l'usage personnel et direct accordé aux membres des communautés soulaliyates, alors que le second par s'opère en vertu d'une relation contractuelle pour une durée déterminée, renouvelable selon une procédure légale définie par la loi, les circulaires ministériels et le guide de location des terrains collectifs, ajoutant que ce patrimoine immobilier peut faire l'objet d'opérations immobilières au profit de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics.

Les architectes face au défi d'une reconstruction durable en situation d'urgence

La 38^{ème} Journée Nationale de l'Architecte, qui s'est déroulé le 13 janvier à Marrakech, a souligné le rôle crucial des architectes face aux défis engendrés par des événements d'urgence, notamment le séisme récent du 8 septembre dans la région d'Al Haouz.

Cette édition a débuté par une ouverture solennelle. Le Président du Conseil Régional de l'Ordre des Architectes de Marrakech-Safi a chaleureusement accueilli les participants, venant des différentes régions du Royaume et de divers pays. Les interventions du Président du Conseil National de l'Ordre des Architectes et des invités officiels ont toutes convergé vers la nécessité d'une approche intégrée pour assurer une reconstruction durable des zones sinistrées.

La conférence introductive sur la thématique de la journée a été animée par le Pr Mohamed TOZY, sociologue et co-directeur du MESOPOLHIS, qui a partagé des perspectives essentielles sur la reconstruction durable.

Au cours de cette journée, la Fondation des Architectes de l'Urgence, représentée par Patrick COLOUMBEL, a été mise en avant, soulignant son rôle déterminant lors du séisme. La fondation a dirigé des évaluations approfondies des dégâts, établi des bilans et formulé des recommandations essentielles pour la reconstruction. Par la suite, un hommage émouvant a été rendu aux architectes engagés dans la profession, militants de longue date, enseignants et architectes de renom.

Les conférences thématiques de l'après-midi ont mis en lumière les programmes de reconstruction des logements dans les zones sinistrées d'Al Haouz, avec la participation active du Ministère de l'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville ainsi que de la Holding Al-Omrane. Les techniques de réhabilitation en matériaux locaux, les démarches de reconstruction et de réhabilitation sur site ont été présentées, illustrant l'engagement concret des architectes dans la reconstruction durable.



Un débat enrichissant a suivi, offrant aux participants l'opportunité d'échanger leurs idées et expériences. Enfin, la clôture de la journée a été marquée par la lecture des recommandations, mettant en avant les orientations concrètes à prendre en compte dans le processus de reconstruction.

Monsieur Chakib Benabdellah, Président du Conseil National de l'Ordre des Architectes du Maroc (CNOA), déclare : «Les échanges de cette 38^{ème} Journée Nationale de l'Architecte renforcent notre engagement en faveur d'une reconstruction durable. Ils guideront notre action, soulignant l'importance d'une approche intégrée face aux défis urgents. Ensemble, nous œuvrerons pour bâtir un avenir résilient et harmonieux».

Le Conseil national de l'Ordre des architectes (CNOA) exprime sa reconnaissance envers les diverses contributions et les participants pour leurs efforts, ainsi que pour leur collaboration fructueuse ayant conduit à l'élaboration de recommandations concrètes et de principes guidant la reconstruction durable en période d'urgence. L'Ordre s'engage à surveiller attentivement la mise en œuvre de ces recommandations dans le futur, en assurant une coordination efficace avec tous les intervenants impliqués.



Un débat enrichissant a suivi, offrant aux participants l'opportunité d'échanger leurs idées et expériences. Enfin, la clôture de la journée a été marquée par la lecture des recommandations, mettant en avant les orientations concrètes à prendre en compte dans le processus de reconstruction.

Routes

Mobilisation de 3 MMDH par an pour les infrastructures routières



Le ministère de l'Équipement et de l'Eau a alloué 469 millions DH pour la réparation des dégâts subis par l'infrastructure hydraulique suite au séisme d'Al Haouz, a indiqué, mardi à Rabat, le ministre de tutelle Nizar Baraka.

S'exprimant lors d'une réunion de la commission des infrastructures, de l'énergie, des mines et de l'environnement à la Chambre des représentants, M. Baraka a précisé que la réparation des dégâts causés à l'infrastructure hydraulique pour une enveloppe de 469 MDH, dont 117 MDH dédiés au programme d'urgence, concernera la réparation des dégâts et la réhabilitation des routes menant aux barrages et aux bâtiments administratifs y afférents (47 MDH), la réparation des dégâts dans 43 stations hydrologiques à Al Haouz, Chichaoua,

Marrakech et Taroudant (5,15 MDH), a fait savoir M. Baraka.

Les interventions à cet égard, a-t-il noté, visent la réparation des dégâts subis par les réseaux de distribution d'eau potable dans trois centres (Tlat N'Yacoub, Moulay Ibrahim et Amezmiz) pour 15 millions DH, avec la réalisation et l'équipement de nouveaux forages et puits dans toutes les provinces sinistrées pour s'approvisionner en eau potable (50 MDH).

Le ministre a également passé en revue différents programmes mis en place par son département et portant sur la valorisation du circuit routier particulièrement suite au séisme d'Al Haouz, notant que le programme d'urgence pour l'aide aux victimes a mobilisé une enveloppe estimée à 810 MDH.

Ce programme vise principalement la mise à niveau des deux tronçons reliant

Tahnaout à Taroudant de la route nationale n°7 pour une enveloppe avoisinant les 340 MDH, l'acquisition des équipements (160 MDH), l'élimination des décombres et des ruines des bâtiments publics et maisons détruites (300 MDH), l'ouverture des routes bloquées et la mobilisation des moyens logistiques (10 MDH), a précisé M. Baraka.

Il a, à ce titre, affirmé que le ministère a mis en place une politique routière autour de trois axes : l'entretien des routes, la préservation du circuit routier (plus de 46.000 kilomètres de routes goudronnées), l'élargissement et la modernisation du réseau routier et son adaptation aux besoins de la circulation et aux changements climatiques, outre l'entretien habituel, citant la Campagne d'inspection de 2022 menée par le Centre national des études et des recherches routières, qui a dévoilé que 63,9% des routes classées revêtues sont classées en état bon à moyen.

Dans le cadre de la politique routière du ministère, M. Baraka a fait état de la mobilisation de 3 MMDH par an, représentant 46% du budget dédié aux routes, pour la préservation, l'élargissement, le renforcement et le revêtement de près de 2.000 kilomètres de routes et la qualification de près de 50 ouvrages d'art par an.

Il a aussi souligné que l'adoption d'une

politique routière doit nécessairement se baser sur la convergence des différentes parties et sur une vision stratégique nationale et un déploiement régional en phase avec les programmes de développement, dans le but de concrétiser les objectifs liés à l'amélioration de l'attractivité économique, l'attraction des investissements et des capitaux, la mise à niveau des axes routiers, l'amélioration des indices de sécurité routière et la réduction des disparités territoriales et sociales.

Par ailleurs, les groupes de la majorité et de l'opposition et les autres groupements parlementaires de la commission ont souligné la nécessité de se focaliser davantage sur les programmes d'entretien routier, et leur mise en œuvre optimale aux niveaux national, régional et provincial, en plus de la répartition des projets routiers de manière à garantir les principes d'équité et de justice territoriale.

Cette rencontre, qui intervient en application du règlement intérieur de la Chambre des représentants, s'est arrêtée sur les moyens permettant aux députés de contribuer à l'amélioration des textes législatifs relatifs au réseau routier et à l'évaluation des politiques publiques et des différents programmes gouvernementaux dans ce domaine.



Le ministre a également passé en revue différents programmes mis en place par son département et portant sur la valorisation du circuit routier particulièrement suite au séisme d'Al Haouz, notant que le programme d'urgence pour l'aide aux victimes a mobilisé une enveloppe estimée à 810 MDH.





Guemasa

Démarrage effectif de la reconstruction de maisons effondrées par le séisme

Plusieurs bénéficiaires de l'aide financière directe pour la reconstruction au niveau de la commune territoriale de Guemassa relevant de la province de Chichaoua, ont déjà entamé et de manière effective, la reconstruction de leurs maisons profondément touchées par le séisme du 08 septembre dernier.

Le démarrage de l'opération de reconstruction des maisons notamment, à Douar «Ait Ouarigh» et à Douar «Guemassa» a été rendu possible, grâce à la mobilisation de taille et à l'engagement permanent des autorités locales et des autres services concernés, pour prêter main forte et faire bénéficier les personnes impactées par le séisme, de toute l'assistance et l'aide nécessaires. Un tel engagement s'est illustré clairement, dès les premières heures ayant

suivi cette catastrophe naturelle, par la présence sur le terrain des autorités locales, à travers l'accompagnement, le suivi, l'orientation et l'assistance des personnes concernées, à la faveur de l'accomplissement de l'ensemble des procédures inhérentes à l'obtention de l'aide financière directe à la reconstruction, ainsi que des plans architecturaux et permis de construction requis.

De même, les autorités locales et en application des Hautes Instructions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, se sont mobilisées également pour offrir aux commissions techniques composées de topographes, architectes et experts en bâtiment, toutes les conditions nécessaires pour l'accomplissement de leur mission.

Sur les plans administratif et procédural, un effort colossal a été déployé en termes de facilitation des procédures, ainsi que

de traitement des requêtes et doléances émises par les citoyens concernés, permettant une réduction notable des délais de traitement des demandes et des files d'attente.

Sur un autre registre, et en application de la politique de proximité prônée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI et l'impératif d'être à l'écoute permanente du citoyen et à la satisfaction de ses besoins et aspirations, les autorités locales n'ont ménagé aucun effort en vue d'accorder à certains opérateurs privés, toutes les facilités requises pour l'aménagement de Dépôts dédiés aux produits de construction, à proximité des zones abritant des maisons totalement ou partiellement démolies par le séisme. La finalité étant de garantir l'offre suffisante en ces produits et de réduire le coût du transport au profit des citoyens.

Un travail acharné et permanent qui se poursuit à un rythme soutenu par les autorités locales, en étroites coordination avec les commissions spécialisées à travers, le suivi, les visites récurrentes aux chantiers de construction, le contrôle permanent de la conformité des produits de construction utilisés, outre la vérification du respect des plans architecturaux émis par les services compétents.

M. El Farissi Mohamed, technicien à la commune territoriale de Mejjat, a donné un aperçu détaillé sur les différentes étapes et procédures à accomplir avant l'opération de reconstruction, jusqu'à l'obtention des plans architecturaux et des permis de construction, se félicitant de voir ce chantier de grande envergure avancer à une cadence élevée et dans de meilleures conditions.

«Plusieurs habitants ont déjà commencé la reconstruction de leurs demeures et nous continuons à les accompagner sur tous les plans notamment, technique», a-t-il dit, notant que les autorités locales mènent, de façon continue, un travail colossal en vue de transcender toutes les difficultés.

Dans une déclaration similaire, Iliadaouen Khalid, fils d'une bénéficiaire de l'aide financière directe à la reconstruction au niveau de Douar Ait Ouarigh, a rappelé que dès réception de la première tranche de l'aide à la reconstruction, sa mère a entamé les constructions nécessaires, se félicitant de l'état d'avancement des travaux de construction qui sont actuellement à un stade très avancé.

De son côté, Lahcen Ait Tourirt, fils d'un autre bénéficiaire de l'aide financière directe à la reconstruction, a fait part de la joie de sa famille de pouvoir entamer les travaux de reconstruction de la maison familiale, louant la Haute Sollicitude Royale, au profit des habitants touchés par le séisme du 08 septembre dernier.

«Grâce à la mobilisation des autorités locales, nous avons pu entamer la construction de notre maison, après avoir reçu la première tranche de l'aide financière directe à la reconstruction, ainsi que le plan architectural et le permis de construction», s'est-il félicité.

En application des Hautes Instructions Royales, le gouvernement accorde une aide financière directe d'un montant de 140.000 DH pour les logements totalement effondrés et de 80.000 DH pour couvrir les travaux de réhabilitation des habitations partiellement effondrées, rappelle-t-on.



Sur les plans administratif et procédural, un effort colossal a été déployé en termes de facilitation des procédures, ainsi que de traitement des requêtes et doléances émises par les citoyens concernés, permettant une réduction notable des délais de traitement des demandes et des files d'attente.

CONSTRUCTION EN MILIEU RURAL

1.627 douars en cours de réalisation au profit de 688.000 personnes

Selon la ministre de l'Aménagement du territoire national, de l'urbanisme, de l'habitat et de la politique de la ville, Mme Fatima Ezzahra Mansouri, ce sont quelque 1.627 douars d'une superficie totalisant 54.000 hectares sont en cours de réalisation au profit de 688.000 personnes : " le périmètre de 270 douars d'une superficie de 22.000 hectares a été délimité au profit de 133.000 personnes, durant les six mois ayant suivi la publication de la circulaire conjointe avec le ministère de l'Intérieur en avril 2023".

Avant la publication de cette circulaire dans la perspective de la simplification des procédures de construction en milieu rural, le périmètre de 975 douars d'une superficie de 16.000 hectares a été délimité au profit de 55.000 personnes, a-t-elle précisé.

La ministre a révélé à cet égard que 23.800 demandes de permis de construction ont été examinées avant la publication de ladite circulaire, dont 14.000 ont été approuvées au cours d'une année, faisant observer que 26.000 autres demandes ont été examinées en seulement 6 mois, dont 14.000 approuvées après la publication de la circulaire.

Mme Mansouri a noté que la population des douars concernés représente 70% des habitants du monde rural.

Elle a en outre rappelé qu'un effort important est en train d'être mené au sujet des documents d'urbanisme, se félicitant à ce propos que 1.259 communes rurales sur 1.503 ont été couvertes et que 93 documents d'urbanisme ont été approuvés en 2023 en milieu rural.

Concernant la réforme du système juridique relatif au secteur de l'habitat et de l'urbanisme, la ministre a sou-



ligné que son département a élaboré trois projets de loi portant sur le domaine de l'urbanisme, le premier vise à modifier et à compléter la loi relative aux lotissements immobiliers, aux complexes résidentiels et à la division immobilière, le deuxième porte sur la création des agences régionales d'urbanisme et d'habitat, et le troisième concerne l'amendement de la loi n° 12.90 relative à l'urbanisme, actuellement en phase finale en vue de sa soumission à la procédure de concertation et d'adoption.

Aide directe au logement : Plus de 36.000 demandes reçues

Selon la ministre de l'Aménagement du territoire national, Fatima Zahra El Mansouri, le nombre de demandes pour l'aide directe au logement réceptionnées par la plateforme numérique « Daam Sakane » depuis son lancement en janvier a dépassé les 36.000. Quelque 80% des demandes émanent de citoyens résidant au Maroc et le reste vient de Marocains établis à l'étranger. Intervenant mercredi à la Chambre des Représentants, Mansouri a aussi dit que la préfecture de Fès a enregistré le plus de demandes d'aide directe au logement, suivie de celle de Meknès, de Marrakech et de Tanger-Assilah.



GUERCIF

4,5 MDH pour désenclaver les zones rurales



Le gouverneur de la province de Guercif, Hassan Belmahi, a donné, mercredi dernier aux communes rurales de Taddart et de Houara Oulad Raho, le coup d'envoi des travaux de deux projets routiers visant à renforcer les infrastructures et désenclaver plusieurs zones rurales de la province.

Le premier projet porte sur la construction de la route non classée qui doit relier la route nationale n°15 au douar Jell, commune Houara Oulad Raho, sur une distance de 7 km.

D'un coût de 4,6 MDH, ce projet qui sera réalisé sous la supervision de la province de Guercif, est financé par le Fonds de développement agricole (FDA), dans le cadre du Programme de réduction des disparités territoriales et sociales en milieu rural (PRDTS).

L'autre projet, mené dans le cadre du

Programme de réduction des disparités territoriales et sociales en milieu rural (PRDTS), concerne la construction d'une route non classée sur 14 km reliant douar Ouljmane Hamria, commune Houara Oulad Raho, au douar Fayda El Khadra dans la commune de Taddart, pour une enveloppe de 5,9 MDH, financée par le FDA.

Dans une déclaration à la MAP, la cheffe de la division de l'équipement à la province de Guercif, Maryem Jouhari, a indiqué que le lancement de ces deux projets s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour améliorer la qualité des services routiers, de manière à répondre à l'augmentation du trafic dans cette zone.

Il s'agit aussi d'améliorer les conditions de sécurité routière, de contribuer au développement socio-économique des communes locales et de désenclaver la population des douars devant être desservis par ces routes, a-t-elle ajouté.



Le premier projet porte sur la construction de la route non classée qui doit relier la route nationale n°15 au douar Jell, commune Houara Oulad Raho, sur une distance de 7 km.

Crédits

Stabilité des taux immobilier dans un marché difficile

En 2023, la crainte d'une hausse marquée des taux immobiliers, redoutée après plusieurs augmentations du taux directeur en 2022, ne s'est finalement pas concrétisée. Les tarifs des banques partenaires d'Afdal.ma confirment cette stabilité, qui persiste depuis plusieurs mois. En décembre, les taux ne dérogent pas à cette tendance, avec les banques octroyant des prêts à 4,50% sur des périodes de 8 à 15 ans pour les emprunteurs aux profils les plus solides, et à 4,75% pour des durées plus longues comme le révèle le comparateur de crédit immobilier en ligne.

Dans le détail, les taux s'affichent à 4,50% pour des crédits inférieurs à 250.000 Dhs sur une période maximale de 15 ans, et à 4,75% au-delà. Cette grille tarifaire est la même pour des montants allant jusqu'à 500.000 Dhs. En revanche, les données d'Afdal.ma laissent apparaître une légère hausse des taux dans certains cas, particulièrement pour des emprunts compris entre 500.000 et 800.000 Dhs sur des durées de 16 à 25 ans. En revanche, les taux demeurent pratiquement stables pour des montants bien plus substantiels, atteignant jusqu'à 3 millions de DH sur les mêmes durées.

Quel que soit le montant sollicité, les conditions demeurent attractives pour les emprunteurs. Toutefois, cette stabilité des taux n'a pas empêché une année globalement mitigée pour l'ensemble du marché immobilier, avec une baisse des transactions. En réalité, celles-ci sont revenues aux niveaux enregistrés avant la pandémie de COVID-19.

En ce qui concerne l'année 2024, les perspectives demeurent incertaines. L'évolution de l'économie, en particulier de l'inflation et le comportement des taux d'intérêt, restent des facteurs susceptibles d'influencer la demande en cré-



dit immobilier dans les mois à venir. Cela dit, une éventuelle hausse des taux irait à l'encontre de la tendance actuelle.

En conséquence, les aspirants à l'accession à la propriété peuvent espérer continuer à bénéficier de conditions avantageuses. De plus, certains emprunteurs pourraient avoir accès au programme d'aide au logement, ce qui pourrait exercer une influence positive sur le marché immobilier en stimulant quelque peu la demande.

Création d'entreprises en 2023 : Le BTP en pole position

Le nombre d'entreprises créées au Maroc s'est établi à 86.427 unités durant les onze premiers mois de 2023, selon l'Office marocain de la propriété industrielle et commerciale (OMPIC).

Ces entreprises se répartissent entre personnes morales (59.334) et personnes physiques (27.093), précise l'OMPIC dans le tableau de bord général de son baromètre de la création des entreprises. La répartition sectorielle fait ressortir la domination du commerce avec une part de 35,79%, suivi des services divers (18,65%), du Bâtiment et travaux publics (BTP) et activités immobilières (17,5%), des transports (8,72%), des industries (7,82%), des hôtels et restaurants (5,86%), du secteur des TIC - Technologies de l'information et de la communication (2,53%), de

l'agriculture et pêche (1,89%) et des activités financières (1,24%), précise la même source.

Par région, Casablanca-Settat abrite 24.951 des entreprises, devant Tanger-Tétouan-Al Hoceima (12.715), Rabat-Salé-Kénitra (10.197), Marrakech-Safi (8.872), Fès-Meknès (6.137), l'Oriental (5.563), Souss-Massa (5.473), Laâyoune-Sakia El Hamra (4.339), Béni Mellal-Khénifra (2.783), Drâa-Tafilalet (2.567), Dakhla-Oued Ed-Dahab (2.068) et Guelmim-Oued Noun (762), fait savoir la même source.

Par forme juridique, la société à responsabilité limitée à associé unique (SARL AU) arrive en première position avec une part de 64,2%, devant la société à responsabilité limitée (SARL) avec 35,2% et la société anonyme (SA) avec 0,3%.

ONEE, Nareva et GE Vernova signent un Mémorandum d'Entente pour la décarbonation de la centrale électrique à fuel de Laâyoune

La branche Gas Power de GE Vernova (NYSE : GE), l'Office National de l'Électricité et de l'Eau Potable (ONEE), l'opérateur public chargé de la production, du transport et de la distribution de l'énergie électrique au Maroc, et Nareva, société marocaine spécialisée dans le développement et l'exploitation de projets indépendants de production d'électricité, ont annoncé aujourd'hui la signature d'un mémorandum d'entente, portant sur leur collaboration dans la réalisation d'une étude de faisabilité dont le but sera de développer des solutions communes pour décarboner la centrale électrique de Laâyoune de l'ONEE, qui est alimentée par trois turbines à gaz GE Vernova à haute performance de type 6B. La centrale serait ainsi la première en Afrique à utiliser de l'hydrogène vert pour alimenter les turbines à gaz 6B de GE Vernova. Ce projet commun s'inscrit dans le cadre des efforts visant à soutenir la transition énergétique du Maroc vers un avenir à faibles émissions de carbone, en particulier dans le secteur de la production d'électricité.

Dans le cadre de cet accord, l'ONEE, Nareva et GE Vernova entreprendront des études d'évaluation technico-économiques pour convertir la centrale thermique de Laâyoune de 99 mégawatts (MW), actuellement alimentée au fioul lourd, pour un fonctionnement à l'hydrogène. Dans un premier temps, la collaboration portera sur la turbine à gaz qui sera convertie pour un fonctionnement à 100% hydrogène. L'étude, qui devrait être achevée dans un délai de deux années, vise à explorer une solution holistique intégrant toute la chaîne de valeur de production pour fournir 100% d'hydrogène vert en volume pour alimenter la turbine à gaz pendant les périodes de pic de consommation. Les résultats de l'évaluation pourraient ouvrir la voie à l'intégration à grande échelle des turbines à gaz avec de l'hydrogène vert dans le but de parvenir à une décarbonation à 100% de la centrale électrique de Laâyoune.

La province de Laâyoune connaît un développement rapide, notamment via des projets axés sur les énergies renouvelables, et l'hydrogène suscite un intérêt croissant comme alternative viable aux combustibles fossiles. Le Maroc vise à accroître la production d'électricité renouvelable de sa part actuelle de 40%, vers 52 % d'ici 2030.

« Le Maroc renforce son positionnement parmi les leaders mondiaux de l'énergie durable, avec d'ambitieux projets énergétiques à faible émission de carbone. La puissance installée actuelle de sources renouvelables est de 4672 MW. Quant



aux projets en cours de développement ou de construction dans tout le pays, ils totalisent une puissance installée de 5065 MW, » a déclaré M. EL HAFIDI Abderrahim, Directeur Général de l'ONEE. « Le projet doit permettre au Maroc de progresser sur la décarbonation de son système électrique en lançant un premier projet pilote et innovant pour décarboner une centrale fonctionnant au fioul lourd. Cet accord constitue une étape importante en ouvrant la voie à l'accélération de l'intégration de l'hydrogène dans le mix énergétique national, permettant ainsi de réduire aussi bien la dépendance aux énergies conventionnelles que les émissions de gaz à effet de serre.»

« NAREVA s'appuiera sur son leadership dans le domaine des énergies renouvelables pour continuer à contribuer activement à l'avancement des objectifs énergétiques nationaux et à la décarbonation compétitive du continent, » a déclaré M. Aymane TAUD, P-DG de Nareva. « la production d'hydrogène et les technologies efficaces de combustion au gaz pour permettre à notre pays de disposer de centrales électriques efficaces, flexibles et faiblement émettrices de CO2.»

Pour M. Joseph Anis, Président et chef de la direction de l'activité Gas Power de GE Vernova pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique. « Nous sommes impatients d'unir nos forces pour fournir une source d'énergie de réserve fiable et à moindre intensité carbone, qui contribuera également à atténuer la variabilité du réseau électrique. La croissance rapide des énergies renouvelables impose aux gestionnaires de réseau et aux fournisseurs d'énergie la tâche de plus en plus difficile d'assurer en permanence la stabilité du réseau électrique. Des turbines à gaz très flexibles peuvent compléter des énergies renouvelables plus variables, et ainsi contribuer à stabiliser le réseau grâce à une alimentation électrique fiable. »



La province de Laâyoune connaît un développement rapide, notamment via des projets axés sur les énergies renouvelables, et l'hydrogène suscite un intérêt croissant comme alternative viable aux combustibles fossiles. Le Maroc vise à accroître la production d'électricité renouvelable de sa part actuelle de 40%, vers 52 % d'ici 2030.

PDR

Une convention-cadre pour le développement des zones industrielles de la Région Casa-Settat



Cette convention-cadre, qui implique comme partenaires le Conseil de la région de Casablanca-Settat, le ministère de l'Industrie et du Commerce, le ministère de l'Economie et des Finances et la wilaya de la région Casablanca-Settat, vise à développer des zones industrielles au niveau de la région de Casablanca-Settat, dans le cadre de la mise en œuvre du PDR (Plan de Développement Régional) de Casablanca-Settat 2022-2027.

Ladite convention, signée par le ministre de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour, le wali de la région de Casablanca-Settat, gouverneur de la préfecture de Casablanca, Mohamed Mhidia et le président du conseil de la région de Casablanca-Settat, Abdellatif Maâzouz, s'assigne comme objectifs l'amélioration de l'offre territoriale de la région, l'attraction de l'investissement créateur de valeur ajoutée, la création d'emplois qualifiés et durables et l'aménagement de zones industrielles et de zones d'activité de proximité.

Au menu, la création de quatre zones industrielles, à savoir la zone industrielle Laghdira à la province d'El Jadida sur 257 ha, la zone industrielle Had Soualem à la province de Berrechid sur 78 ha, la zone industrielle Fiaset à la

commune Mzamza (province de Settat) sur 52 ha et la zone d'activité de proximité Arrachad à la commune Mijatia Oulad Taleb (Province de Médiouna) sur 4 ha.

À cette occasion, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour a affirmé que cette convention-cadre vise à renforcer l'infrastructure dédiée à l'investissement dans le secteur industriel, contribuant ainsi au renforcement du positionnement de la région de Casablanca-Settat.

Le ministre a ajouté que Casablanca-Settat «occupe le devant de la scène nationale en matière de développement industriel, d'innovation industrielle et de création d'emplois».

Il a, en outre, mis en avant la position de premier plan de cette région dans la qualification des compétences nécessaires au développement de l'industrie nationale, soulignant que la région de Casablanca-Settat dispose de tous les atouts pour abriter la majorité des secteurs industriels.

Pour sa part, le président du Conseil de la région de Casablanca-Settat, Abdellatif Maâzouz, a affirmé que la signature de la Convention-cadre pour le développement des zones industrielles «s'inscrit dans le cadre de la vision de SM le Roi Mohammed VI en faveur du développement d'une industrie à valeur ajoutée, durable et capable de créer des opportunités d'emploi».

M. Maâzouz a noté, en outre, que cette convention permettra de mettre en œuvre l'un des principaux piliers du Plan de développement régional de Casablanca-Settat.

Il a ajouté que «le renforcement de l'offre foncière et la mise en place des facilités nécessaires contribueront à attirer de nombreux investisseurs et à créer d'importantes opportunités d'investissement, ce qui développera la position du Maroc en tant que plateforme de production et d'exportation, renforçant ainsi la souveraineté économique du pays».

Faisant le point sur la nouvelle stratégie industrielle nationale, le président de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM), Chakib Alj, présent lors de cet événement, a mis l'accent sur l'ambition partagée d'atteindre la souveraineté industrielle du Maroc et ce, à travers la minimisation de la dépendance aux importations et le soutien de la production locale.

**Organisme de contrôle technique de bâtiment
et des équipements techniques agréé par l'Etat
et par les compagnies d'assurance et de réassurance**



**Des compétences
à la hauteur
de vos exigences**

ACTIVITE PRINCIPALE

- Contrôle technique de la construction et des équipements techniques tous corps d'état.
- Inspections périodiques réglementaires des installations électriques, appareils de levage, appareils à pression et autres installations techniques.
- Sécurité et prévention des risques.
- Expertise et diagnostic des installations techniques du bâtiment et industriels.

Stress hydrique

Le dessalement de l'eau de mer, une priorité absolue



Selon le ministre de l'Équipement et de l'Eau, Nizar Baraka, les mesures proactives d'urgence prises pour faire face à la situation actuelle des ressources hydriques qui enregistrent un grand déficit, appellent à la fédération des efforts de tous les acteurs pour rationaliser l'utilisation de l'eau.

Les grandes orientations de l'action du gouvernement sur la base de la nouvelle feuille de route mise en place par SM le Roi Mohammed VI sont axées en grande partie sur l'accélération de la construction des barrages, le dessalement de l'eau de mer et la réutilisation des eaux usées, a indiqué M. Baraka.

Dans ce contexte, il a affirmé qu'il était important de se focaliser sur la demande, d'arrêter le gaspillage, d'œuvrer pour une

efficacité hydrique et d'améliorer le rendement de l'eau, à travers la goutte à goutte et d'autres mesures essentielles, ainsi que la préservation de la nappe phréatique pour garantir la durabilité de l'activité agricole, en plus de relier les bassins hydrauliques. M. Baraka a également souligné que le stress hydrique qui touche le Maroc et qui est devenu structurel après la succession des années de sécheresse est dû en grande partie au changement climatique, notant que durant les deux dernières années, le niveau de la hausse des températures a dépassé deux degrés, ce qui représente «un taux plus élevé que la moyenne mondiale». Il a expliqué que cette hausse a donné lieu à une moyenne d'évaporation de l'eau des barrages de 1.500.000 mètres cubes par jour. Il a, en outre, fait état de la baisse de la moyenne annuelle des ressources hydriques à 7.000.200.000 mètres cubes au cours des dix dernières années, et à 5.000.200.000 mètres cubes entre 2017 et 2023.

Le ministre a aussi précisé que depuis septembre une moyenne d'un milliard 500 millions de mètres cubes de ressources hydriques a été enregistrée, alors qu'actuellement seulement une moyenne de 500 millions mètres cubes est enregistrée, ce qui constitue une baisse de 67% qui a concerné l'ensemble des bassins hydrauliques

Pour faire face à ces problématiques, M. Baraka a fait savoir que le gouvernement a pris les mesures nécessaires susceptibles d'arrêter le gaspillage et garantir un usage rationnel de l'eau et baisser la pression hydrique sur les réseaux, et le cas échéant procéder à des coupures d'approvisionnement en eau dans certaines zones pendant certaines heures. Le ministre a ainsi passé en revue la situation hydrique relative à quelques bassins, dont le bassin de Bouregreg, notant que le taux de remplissage de ce bassin est actuellement de 19% et que la situation aurait été pire si le projet Royal d'interconnexion entre les bassins de Sebou et de Bouregreg n'a pas été réalisé. Grâce à ce projet à caractère urgent, a poursuivi le ministre, 115 millions de mètres cubes ont été injectés, ce qui a

permis d'atteindre le taux actuel de 19% et ainsi assurer l'approvisionnement de la population de la ville de Rabat et de la région nord de la Casablanca en eau potable. Concernant la situation du bassin hydraulique d'Oum Er Rabia, le ministre a relevé que le taux de remplissage des barrages dans ce bassin a atteint 4,6%, alors que le remplissage du barrage Al Massira, qui approvisionne la région sud de Casablanca, Berrechid, El Jadida, et les provinces sud avoisinantes et aussi Tamensourt et Safi, ne dépasse pas 32 millions de mètres cubes, soit un taux de remplissage de 1,2%.

Il a également indiqué que pour traiter cette situation hydraulique dans ce bassin, il a été procédé au dessalement de l'eau de mer grâce à l'OCP, ajoutant que 60% de l'eau potable de Safi provient du dessalement de l'eau de mer, dans la perspective d'atteindre le taux de 100% durant janvier courant. M. Baraka a fait savoir que la ville d'El Jadida sera aussi approvisionnée, d'ici février, à hauteur de 100% à travers le dessalement de l'eau de mer. Par ailleurs,

le ministre a souligné qu'il était nécessaire de faire face aux problématiques relatives au stress hydrique, à travers le lancement de la station de dessalement de l'eau à Casablanca qui fournira 200 millions de mètres cubes en 2027, auxquels s'ajouteront 100 millions de mètres cubes l'année suivante. Le ministre a affirmé que les travaux sont en cours pour le dessalement d'eau dans la région Jorf Lasfar, en plus de l'élaboration de trous d'exploration et de l'équipement de stations mobiles de dessalement de l'eau pour surmonter la crise qui requiert un effort de solidarité et une action collective.

Pour ce qui est de la région de Souss-Massa, le ministre a indiqué que l'opérationnalisation de la station de dessalement de Chtouka Ait Baha a permis de réduire la pression sur les ressources hydriques de la région, notant que le barrage d'Aoulouz a connu une baisse et approvisionne actuellement seulement en eau potable, alors que l'approvisionnement en eau d'irrigation a été interrompu depuis trois semaines suite à la baisse du niveau de l'eau.

Stress hydrique : L'Etat met le paquet pour garantir la durabilité de l'irrigation dans les bassins agricoles

Selon le ministre de l'Agriculture, Mohamed Sadiki, la création de la première station de dessalement de l'eau de mer dans la région de Souss Massa, à Chtouka, sur une superficie de 15.000 hectares, et l'approvisionnement de la ville d'Agadir en eau potable, d'un coût total de 4,4 MMDH, dont 1,585 MMDH de contribution de l'État.

Le ministre a également fait savoir que les travaux de construction d'une station de dessalement de l'eau de mer alimentée par l'énergie éolienne, dont la mise en service est prévue pour juin 2025, ont commencé dans la région de Dakhla-Oued Eddahab, pour l'irrigation d'une nouvelle superficie de 5.200 hectares et l'approvisionnement de la ville de Dakhla et ses environs en eau potable, d'un coût total de 2,5 MMDH, dont 1,53 MMDH de contribution de l'État.

Par ailleurs, des études portant sur des projets d'irrigation par dessalement de l'eau de mer dans d'autres régions ont été lancées, a indiqué M. Sadiki, notant que ces projets comprennent la création d'un bassin agricole dans la région de Chbika, dans la province de Tan-Tan, sur une superficie de 5.000 hectares, via la construction d'une station de dessalement d'une capacité annuelle de 47 millions de mètres cubes pour un coût estimé à 2,2 MMDH.

Il s'agit également du projet de la zone d'irrigation de Sidi Rahal, connectée à la station de dessalement



de l'eau de mer à Casablanca, dont la mise en service est prévue en 2027, qui devrait fournir de l'eau potable à la ville de Casablanca, et élargir le réseau d'irrigation sur une superficie de 8.000 hectares, a ajouté le ministre.

M. Sadiki a, en outre, relevé que des études de faisabilité ont été lancées par son Département pour de nouveaux projets d'irrigation à travers la création de nouvelles stations de dessalement dans les régions de l'Oriental, de Taroudant, de Tiznit, de Laâyoune, de Boujdour, d'Essaouira/Chichaoua et de Oualidia, sur une superficie totale d'environ 100.000 hectares.



LEOS DEVELOPMENTS DÉVOILE UNE NOUVELLE COMMUNAUTÉ DE STYLE DE VIE

Cavendish Square à Jumeirah Village Triangle

LEOS Developments, le développeur immobilier britannique de renommée internationale, annonce fièrement sa feuille de route robuste pour 2024, dévoilant un pipeline de développement sans précédent dépassant un total de 2 milliards de dirhams cette année. Cette entreprise ambitieuse marque le début d'une nouvelle ère, caractérisée par une série de projets révolutionnaires qui promettent de remodeler le paysage du luxe aux Émirats arabes unis.

Au premier plan de cette illustre programmation se trouve Cavendish Square, la dernière communauté résidentielle de LEOS Developments à Jumeirah Village Triangle (JVT). Ce développement représente la synergie parfaite entre le design contem-

porain européen et l'élégance du Moyen-Orient, créant une destination de style de vie chic pour les résidents exigeants.

Cavendish Square, situé dans le populaire quartier résidentiel de JVT, présente une architecture géométrique frappante qui fusionne harmonieusement simplicité, fonctionnalité et durabilité. Cette nouvelle addition au portefeuille de Dubaï de LEOS, le développement contemporain de faible hauteur, comprendra 138 propriétés modernes et spacieuses, dont des studios et des appartements d'une chambre, conçus pour offrir une vie élevée à JVT. Le développement accueillera 114 studios variant en taille de 427 à 536 pieds carrés et 24 appartements d'une chambre s'étendant de 811 à 1 209 pieds carrés. La date de fin prévue est fixée au quatrième trimestre



de 2025.

Situé entre la Sheikh Mohammed Bin Zayed Road et la Al Khail Road, Cavendish Square offre une excellente connectivité à toutes les parties de la ville. À proximité de diverses attractions liées au mode de vie et au sport, d'hôtels, d'écoles, de collèges, de cliniques et d'hôpitaux, JVT est depuis longtemps une adresse résidentielle prisée des expatriés à Dubaï.

Cavendish Square redéfinit un niveau de vie supérieur à Jumeirah Village Triangle avec un prix attractif et accessible à partir de 580 000 dirhams. Le développement présente une gamme d'équipements qui redéfinissent une communauté moderne où les gens aspirent à vivre. Dès l'entrée, les résidents et les invités sont accueillis par un hall de réception invitant, offrant un aperçu de la sophistication qui les attend. Le rez-de-chaussée comprend également un espace de travail partagé, un supermarché d'IA, le Como Lounge Cafe, une sécurité 24 heures sur 24 et un service de voiturier pour les invités.

Le premier étage dispose d'une salle de sport ultramoderne, d'un studio de boxe et de danse LEOS, d'espaces yoga et d'espaces intérieurs et extérieurs polyvalents pour les sports et les loisirs. Les amateurs de fitness peuvent profiter d'une expérience holistique de bien-être, offrant une

large gamme d'options pour rester actifs et en bonne santé. Cet engagement envers la santé et le bien-être améliore encore l'expérience globale de vie à Cavendish Square, le distinguant comme une communauté résidentielle vraiment exceptionnelle à Jumeirah Village Triangle.

Les installations sur le toit de Cavendish Square élèvent la vie à de nouveaux sommets. Un magnifique jardin sur le toit a été conçu pour créer l'espace extérieur parfait et un sanctuaire pour la détente et le divertissement. L'oasis verte sereine est complétée par une fontaine apaisante, une ferme urbaine, des espaces assis en plein air, un jardin japonais zen, un cinéma en plein air, la Bella Napoli Pizzeria et des espaces barbecue.

Cette attention méticuleuse aux détails et la diversité des équipements sur le toit positionnent Cavendish Square comme plus qu'une simple communauté résidentielle ; c'est une adresse de style de vie où les résidents peuvent échapper, se détendre et se livrer à l'apogée de la vie moderne intemporelle à Jumeirah Village Triangle.

Cavendish Square propose des options attrayantes de plans de paiement, offrant une flexibilité aux investisseurs et aux acheteurs potentiels. Les ventes pour Cavendish Square débiteront le mercredi 31 janvier, exclusivement au Experience Centre de LEOS à Business Bay.

Fondée en 2012, LEOS Developments est spécialisée dans l'immobilier résidentiel, commercial et mixte. L'expertise de l'entreprise englobe la recherche de terrains, le financement, la gestion du développement, la construction, les ventes et la gestion d'actifs.

Cavendish Square est sur le point de transformer le luxe à Jumeirah Village Triangle, reflétant l'engagement de LEOS Developments envers l'excellence, l'innovation et un style de vie sophistiqué. Les propriétés, conçues par des architectes et des designers d'intérieur britanniques et européens expérimentés, allient harmonie, paix et nature à une esthétique géométrique moderne, créant des espaces de vie minimes mais fonctionnels pour les investisseurs ou les acheteurs potentiels. LEOS International Holding Group a été honoré du prix du développement résidentiel en hauteur pour leur récent projet révolutionnaire, Hadley Heights, situé dans JVC, par The International Property Awards. Hadley Heights représente le projet inaugural de LEOS Developments aux Émirats arabes unis, avec une date de fin prévue au quatrième trimestre de 2025.



Fondée en 2012, LEOS Developments est spécialisée dans l'immobilier résidentiel, commercial et mixte. L'expertise de l'entreprise englobe la recherche de terrains, le financement, la gestion du développement, la construction, les ventes et la gestion d'actifs.

LEOS Developments choisit Transemirates comme entrepreneur principal pour Weybridge Gardens, sa communauté moderne branchée à Dubaïland



Les tailles des appartements varient de 484 pieds carrés à 1 141 pieds carrés, répondant à des préférences de style de vie diverses. Les studios vont de 484 pieds carrés à 750 pieds carrés, tandis que les appartements d'une chambre vont de 816 pieds carrés à 1 141 pieds carrés, garantissant que les besoins en logement de chaque individu sont satisfaits avec précision.

LEOS Developments, le promoteur immobilier international de renom d'origine britannique à Dubaï, a désigné Transemirates comme entrepreneur principal officiel pour Weybridge Gardens à Dubaïland. La valeur estimée de l'accord de partenariat s'élève à plus de 80 millions de dirhams émiratis.

Weybridge Gardens, une communauté résidentielle et de style de vie de moyenne hauteur à Dubaïland, abritera 187 appartements modernes et vise à établir une nouvelle norme à Dubaïland en matière de design et d'intérieurs de haute qualité associés à des équipements de classe mondiale. Déterminé à respecter les jalons de construction de manière rapide et efficace, LEOS Developments achèvera et remettra Weybridge Gardens à Dubaïland au cours du premier semestre de 2025.

"Nous sommes ravis de nous embarquer dans un autre chapitre de notre collaboration réussie avec Transemirates. Notre confiance dans la collaboration méticuleuse entre nos équipes assurera la réalisation d'un projet qui non seulement répond, mais dépasse les attentes. Cette entreprise souligne la confiance que LEOS accorde aux capacités de Transemirates, et nous avons hâte de livrer un développement qui établira une référence inégalée dans le paysage immobilier dynamique de Dubaï." – Mark Gaskin, directeur des opérations, LEOS Developments.

"Je suis ravi que LEOS Developments nous ait une fois de plus choisis comme entrepreneur principal pour sa deuxième communauté rési-

dentielle à Dubaï. Nous sommes entièrement préparés et engagés à assurer la plus haute qualité de construction et une livraison dans les délais." – Mohammed Al Zarooni, vice-président du groupe Al Zarooni.

Proposant des appartements bien aménagés, comprenant des studios spacieux et des appartements d'une chambre à coucher, chaque domicile à Weybridge Gardens a été méticuleusement conçu par des architectes britanniques expérimentés et des designers d'intérieur, garantissant un mélange harmonieux de forme et de fonction. Weybridge Gardens va au-delà des espaces de vie exquis ; il offre de nombreuses commodités de classe mondiale qui répondent aux désirs et aux aspirations de ses résidents. L'une des caractéristiques exceptionnelles de Weybridge Gardens est sa terrasse emblématique sur le toit. Les résidents de Weybridge Gardens peuvent profiter d'une large gamme de commodités, allant d'une luxueuse piscine avec cabanas et chaises longues dans l'eau, des espaces paysagers élégants avec des sièges confortables, à un barbecue et un bar à pizza, un cinéma en plein air, une ferme urbaine complète avec des jardins verticaux pour la culture de produits biologiques frais, et un tranquille jardin zen japonais conçu pour la méditation et le yoga. Les équipements intérieurs offrent également une diversité d'activités, comprenant une salle de sport ultramoderne, l'Académie de boxe de LEOS, l'Académie de danse de LEOS et l'Académie d'art Da Vinci de LEOS, un espace de travail moderne, un café et un supermarché alimenté par l'IA. Weybridge Gardens se présente comme une communauté de style de vie contemporaine et vibrante, offrant le summum des commodités modernes qui ajoutent non seulement de la valeur, mais enrichissent également la vie quotidienne de ses résidents.

Les tailles des appartements varient de 484 pieds carrés à 1 141 pieds carrés, répondant à des préférences de style de vie diverses. Les studios vont de 484 pieds carrés à 750 pieds carrés, tandis que les appartements d'une chambre vont de 816 pieds carrés à 1 141 pieds carrés, garantissant que les besoins en logement de chaque individu sont satisfaits avec précision.

La date cible d'achèvement du projet Weybridge Gardens est le troisième trimestre de 2025, et tout est en place pour assurer une livraison à temps.

Journée mondiale de l'habitat, l'occasion pour mettre l'accent sur un droit humain et social fondamental

La Journée mondiale de l'habitat, qui coïncide avec le premier lundi du mois d'octobre de chaque année et qui a été proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1985, constitue l'occasion de sensibiliser les pays et la population du monde entier à l'importance de l'accès au logement, de concrétiser les politiques de logement et les économies urbaines et de les adapter aux développements politiques, sociaux et économiques.

L'habitat est au cœur de l'objectif 11 des 17 Objectifs de développement durable (ODD) adoptés lors du Sommet mondial sur le développement durable. Il a pour but d'assurer, d'ici à 2030, l'accès de tous à un logement et à des services de base adéquats à un coût abordable.

Célébrée cette année sous le thème "Économies urbaines résilientes: Les villes, moteurs de la croissance et de la reprise", la journée a pour objectif de réunir les différents acteurs urbains pour discuter des moyens de préparer les villes à la reprise après les bouleversements économiques négatifs et croisés de COVID-19 et des conflits, en abordant les différentes dimensions du ralentissement économique que les villes connaissent actuellement et en identifiant les mesures que les villes peuvent prendre pour stimuler la reprise économique.

Il s'agit également de partager les expériences de différentes villes sur la manière dont elles se positionnent pour faire face aux pressions inflationnistes et aux autres conditions financières mondiales restrictives.

L'avenir de nombreux pays sera déterminé par la productivité de leurs zones urbaines, compte tenu de l'importance de la contribution des villes à l'économie nationale. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a, dans ce sens, mis l'accent sur le besoin de villes capables d'absorber les chocs économiques futurs, de s'en remettre et de s'y préparer.

Au niveau national, tous les départements gouvernementaux se sont mobilisés pour mettre en œuvre les stratégies et programmes sociaux lancés, qui visent à améliorer les conditions de vie des citoyens marocains dans un souci de justice sociale et d'équité spatiale, en tenant compte de l'économie urbaine qui dépend d'un ensemble de critères multidimensionnels.



Le ministère de l'Aménagement du territoire national, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la ville veille à mettre en place des projets visant à répondre aux besoins en logement et à réduire le déficit accusé en la matière, en intensifiant et en diversifiant l'offre d'habitats, notamment l'habitat social.

Ainsi, ledit ministère a lancé plusieurs programmes de lutte contre le logement insalubre et créé de nouvelles villes aptes à résister aux crises mondiales.

En sus, le gouvernement examine le projet de décret n° 2.23.350 qui détermine les formes et modalités d'octroi de l'aide dédiée au logement. Par ailleurs, le gouvernement avait annoncé qu'il travaille sur un projet visant à accorder une subvention directe aux acquéreurs d'une résidence principale pour la première fois et que cette subvention sera déterminée en vertu d'un texte réglementaire qui prendra en considération les différences des prix de l'immobilier entre les villes.

Aussi, le taux d'intérêt que paieront les acquéreurs emprunteurs de crédits bancaires sera fixé et l'État prendra en charge une partie de ce taux.

Le Maroc avait lancé un plan visant à créer 15 nouvelles villes d'ici 2020 afin de gérer la croissance démographique importante dans les zones urbaines, telles que Tamansourt près de Marrakech, Tamesna près de Rabat, Chrafat près de Tanger et Lakhyayta près de Casablanca, dans le cadre d'une stratégie plus globale en matière de logement dans le Royaume.



Le ministère de l'Aménagement du territoire national, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la ville veille à mettre en place des projets visant à répondre aux besoins en logement et à réduire le déficit accusé en la matière, en intensifiant et en diversifiant l'offre d'habitats, notamment l'habitat social.

light+
intelligent building

MIDDLE EAST

16-18 January, 2024

Dubai World Trade Centre

**DISCOVER WHAT'S
IN STORE AT
LIGHT +
INTELLIGENT
BUILDING ME 2024**

L'éclairage responsable sera présenté au Light + Intelligent Building Middle East

L'édition 2024 de la conférence THINKLIGHT à Light + Intelligent Building Middle East abordera la responsabilité dans l'avenir de la lumière et des bâtiments.

L'efficacité énergétique, la durabilité, la sécurité, l'inclusivité et la fonctionnalité seront les domaines clés abordés lors de la prochaine conférence THINKLIGHT, qui fait partie de Light + Intelligent Building Middle East, le principal salon de l'éclairage, de l'électrotechnique et de la technologie du bâtiment, à son retour au Dubai World Trade Center la semaine prochaine. Selon les dernières statistiques des spécialistes des études de marché, Mordor Intelligence, le marché des diodes électroluminescentes (DEL) au Moyen-Orient devrait atteindre plus de 4 milliards de dol-

lars américains cette année, et ce chiffre devrait atteindre 5,94 milliards de dollars américains d'ici 2029, soit un TCAC de 8,17% au cours de la période de prévision.

L'éclairage LED a changé la donne au sein de l'industrie, offrant une gamme d'avantages, allant de l'efficacité énergétique et de l'amélioration des performances environnementales à la flexibilité et à la directionnalité de la conception. L'un des avantages importants, notamment d'un point de vue commercial, réside dans les économies potentielles de plusieurs milliards de dollars dues à la réduction de la consommation d'énergie.

Dans le cadre de la conférence THINKLIGHT, un certain nombre d'intervenants internationaux monteront sur scène pour discuter de l'importance de la responsabi-

lité sociale des entreprises et de la gouvernance environnementale, sociale et d'entreprise au sein de l'industrie de l'éclairage sous six thèmes clés : les villes, l'art et le divertissement, les affaires, la conception de l'éclairage dans la région du Moyen-Orient, la circularité, l'obscurité et l'intelligence, et l'intelligence et l'intégration.

La très attendue session "Enlightened Futures: Darkness" portera sur la réduction de la pollution lumineuse et contribuera ainsi à économiser l'énergie, à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à protéger la faune qui dépend de l'obscurité naturelle.

Organisé par Messe Frankfurt Middle East, l'événement fait partie de la marque internationale Light + Building et se déroulera sous le thème « Enlightened Futures : Comment la responsabilité guidera l'avenir des bâtiments. »

Parmi les autres événements clés de l'événement, citons le très attendu Smart Building Summit, qui réunira des professionnels de divers domaines, notamment le gouvernement, le développement, l'architecture, l'ingénierie, la gestion des installations, la technologie et la durabilité.

Ce sommet est un forum de discussions approfondies sur les tendances et les meilleures pratiques de l'industrie. En mettant l'accent sur l'innovation et la collaboration, les visiteurs se plongeront dans l'impact transformateur de la technologie avancée, de l'analyse des données et des systèmes intelligents, dévoilant comment ces éléments optimisent la consommation d'énergie, élèvent les niveaux de confort

et défendent la durabilité au sein des bâtiments intelligents.

En ajoutant une dimension interactive à l'événement, Light + Intelligent Building Middle East présentera InSpotLight – une plate-forme pour mettre en avant les esprits les plus brillants ainsi que les dernières innovations en matière d'éclairage, de conception et de technologie. Le jour inaugural de l'exposition sera témoin du processus de présentation et de jugement en direct pour la prestigieuse catégorie "Produit de l'année" du Light Middle East Award.

Abdul Muhsin, directeur du salon Light + Intelligent Building Middle East, a déclaré : « Conformément à notre thème général, toutes nos conférences cette année se concentreront sur l'importance de la responsabilité aujourd'hui et pour l'avenir. En tant que professionnels du secteur de l'éclairage et des bâtiments intelligents, nous avons l'opportunité de façonner la façon dont les gens perçoivent le monde et considèrent l'efficacité énergétique, la durabilité, la sécurité, l'inclusivité et la fonctionnalité.

« Nous aborderons ces facteurs et développerons et fournirons une feuille de route pour l'avenir, qui produira des résultats exceptionnels pour les clients et l'environnement. »

Light + Intelligent Building Middle East se tiendra conjointement avec Intersec, le salon leader mondial des services d'urgence, de sécurité et de sûreté, pour créer le salon leader de la région pour l'industrie des services du bâtiment.



Parmi les autres événements clés de l'événement, citons le très attendu Smart Building Summit, qui réunira des professionnels de divers domaines, notamment le gouvernement, le développement, l'architecture, l'ingénierie, la gestion des installations, la technologie et la durabilité.

Journaleco

www.journaleco.ma

**SITE D'INFORMATION
DES AFFAIRES
FINANCIÈRES
ET ÉCONOMIQUES
AU MAROC**



CAN 2023 : La Côte d'Ivoire inaugure le 4e pont d'Abidjan et cinq nouvelles voies routières financées par la BAD



Jean-Noël Ilboudo, chef de division infrastructure de transport à la Banque pour la région Afrique de l'Ouest, a souligné que ces projets touchent à la fois l'infrastructure, l'environnement, le social, et répondent aux cinq priorités opérationnelles de la Banque.

À l'approche de la Coupe d'Afrique des Nations de football (CAN 2023), la Côte d'Ivoire célèbre l'inauguration du 4e pont d'Abidjan et de cinq axes routiers majeurs financés par la Banque africaine de développement (BAD). Ces nouvelles infrastructures visent à améliorer la fluidité du trafic dans la capitale économique, Abidjan, et à offrir à la ville un statut moderne.

Le Premier ministre ivoirien, Robert Beugré Mambé, a présidé la cérémonie d'ouverture, qui a eu lieu le 10 janvier. Aux côtés de membres du gouvernement, de présidents d'institutions, de responsables du Groupe de la Banque africaine de développement, et d'entrepreneurs impliqués dans les travaux, Mambé a déclaré : « Au nom du président de la République, nous ouvrons le 4e pont d'Abidjan à la circulation. Nous demandons aux usagers une seule chose : la prudence, car les travaux ne sont pas encore terminés ».

Ces infrastructures, construites dans le cadre du Projet de transport urbain d'Abidjan (PTUA) issu du Schéma directeur des transports du Grand Abidjan, sont destinées à atténuer les problèmes de circulation dans la capitale densément peuplée, souvent citée comme l'une des plus embouteillées d'Afrique, avec ses six

millions d'habitants.

Le quatrième pont d'Abidjan, long de près de 1,4 kilomètre, s'étend au-dessus de la baie du Banco, reliant les communes du Plateau et d'Adjamé à celle de Yopougon via Attécoubé. Cette infrastructure emblématique facilitera la circulation des marchandises entre la zone portuaire et la zone industrielle de Vridi au sud de la ville et les zones ouest et nord, où de nouvelles zones industrielles se développent rapidement. Le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amédé Koffi Kouakou, a souligné l'importance stratégique du pont en tant que voie de transit privilégiée entre le port d'Abidjan et les corridors internationaux desservant des pays enclavés tels que le Burkina Faso, le Mali, et le Niger.

D'un coût total de 160 millions d'euros et construit sur une période de cinq ans et demi, le 4e pont est équipé de 24 points de péage. Les voies d'accès associées permettront le déplacement quotidien de centaines de milliers d'Abidjanais, contribuant ainsi à désengorger les voies existantes.

La Banque africaine de développement a joué un rôle crucial dans le financement de ces projets, mobilisant environ 600 millions d'euros. D'autres bailleurs de fonds tels que l'Agence japonaise pour la coopération internationale (JICA) et le Fonds pour l'environnement mondial ont également contribué significativement. Jean-Noël Ilboudo, chef de division infrastructure de transport à la Banque pour la région Afrique de l'Ouest, a souligné que ces projets touchent à la fois l'infrastructure, l'environnement, le social, et répondent aux cinq priorités opérationnelles de la Banque.

Outre le 4e pont, le Premier ministre a ouvert d'autres axes routiers stratégiques, offrant une connectivité renforcée dans différentes directions, notamment vers San Pedro, le Ghana, le Burkina Faso, et la ville de Bingerville.

Les réactions positives des travailleurs, comme Koffi Emmanuel, soulignent la fierté de participer à la transformation d'Abidjan et l'anticipation d'une grande inauguration à venir. Les usagers, comme Lassina Demé, témoignent de l'impact concret sur leur quotidien, avec des trajets considérablement raccourcis grâce à ces nouvelles infrastructures. En somme, ces réalisations marquent une étape significative dans l'ouverture de la Côte d'Ivoire au monde et dans l'amélioration de la vie de ses citoyens.



Central Park Towers, DIFC, présente le "Link Bridge", une passerelle vers la connectivité et la vie de luxe

Central Park Towers, DIFC, est sur le point de devenir une destination encore plus prisée avec le lancement très attendu du Link Bridge, un projet à grande échelle qui a captivé l'attention de tous. Maintenant ouverte au public, cette passerelle bien pensée relie de manière transparente Central Park Towers, DIFC, à Gate Avenue. Plus qu'une simple passerelle, Gate Avenue émerge comme une destination premium pour le commerce de détail, la restauration et les loisirs située au cœur du Centre financier international de Dubaï, offrant une connectivité, des expériences shopping et culturelles inégalées à tous les locaux, résidents et visiteurs de Central Park Towers, DIFC.

Central Park Towers, DIFC, est un témoignage de sophistication et d'innovation, allant au-delà des normes conventionnelles des immeubles de bureaux. Avec l'ajout de Link Bridge, il est devenu non seulement un lieu de travail et de résidence, mais aussi un pôle de commodité et d'expériences de luxe. Le Link Bridge a ouvert ses portes au public, servant désormais de passerelle climatisée, offrant le summum de la commodité et du confort pour accéder à pied à la station de métro Financial Centre pour Central Park Towers, DIFC.

En tant que prouesse d'ingénierie, le pont qui relie désormais deux parties importantes de DIFC est un témoignage de l'ingéniosité architecturale et de la connectivité urbaine. S'étendant sur une remarquable distance de 116 mètres, d'une largeur d'environ 8 mètres et d'une hauteur de 5 mètres, cette structure minutieusement conçue s'intègre de manière transparente à l'environnement environnant, offrant non seulement un chemin, mais aussi une expérience qui enrichit la vie quotidienne de ceux qui parcourent sa longueur.

Au-delà de proposer une connectivité inégalée, Gate Avenue est une destination lifestyle à part entière. Elle améliore les avantages et les commodités entourant Central Park Towers, DIFC, offrant une promenade extérieure rafraîchissante et un accès facile à la station de métro, rendant la vie plus pratique pour ceux qui vivent et travaillent dans les tours.

La collaboration entre Central Park Towers, DIFC, et Gate Avenue promet de nombreuses commodités, créant une expérience intégrée pour ceux qui travaillent et vivent dans les tours. Gate Avenue propose : Options de restauration variées : Une gamme de restaurants et de cafés pour satisfaire tous les palais, éveillant les papilles des amateurs de gastronomie.

Thérapie au détail : Des magasins autonomes et des espaces de vente au détail, soigneusement sélectionnés pour refléter les tendances actuelles, offrent une expérience shopping unique.

Marques internationales : La présence de marques internationales et une variété de cuisines ajoutent une touche mondiale à l'environnement dynamique.

Design House : Une Design House de 4 000 pieds carrés sert de foyer à une sélection de PME locales, ajoutant une saveur unique au paysage commercial.

Dîner avec vue : Des expériences de dîner élégantes avec vue sur la porte créent un cadre pittoresque pour socialiser.

Événements culturels : Une programmation d'événements, des expositions d'art aux défilés de mode et aux festivals gastronomiques, enrichit l'expérience culturelle de la communauté.

C'est une étape remarquable pour le Centre financier international de Dubaï. Central Park Towers, DIFC, est fier de faire désormais partie de Gate Avenue. Cette collaboration illustre l'esprit innovant des Émirats arabes unis et leur engagement envers la croissance et le progrès.



La collaboration entre Central Park Towers, DIFC, et Gate Avenue promet de nombreuses commodités, créant une expérience intégrée pour ceux qui travaillent et vivent dans les tours. Gate Avenue propose : Options de restauration variées : Une gamme de restaurants et de cafés pour satisfaire tous les palais, éveillant les papilles des amateurs de gastronomie.

ESPECIAL



MARRUECOS 2030..

**LOS BENEFICIOS
ECONÓMICOS ESPERADOS
DEL MUNDIAL**



El Reino de Marruecos destinará 1.300 millones de euros para las infraestructuras

Marruecos, junto con España y Portugal, organizará, en 2030, la Copa del Mundo de fútbol. Los inversores ya piensan en el impacto de esta organización en la economía marroquí, y más concretamente en los sectores de turismo y la construcción.

El presupuesto aprobado por Marruecos para las infraestructuras destinadas a la organización del Mundial 2030, está estimado en 14.500 millones de dirhams (1300 millones de euros). Una gran parte de este enorme presupuesto ira a la remodelación de seis estadios y a la construcción de un nuevo estadio en la región de Casablanca.

La estrategia de Marruecos pasa por modernizar sus estadios para poder albergar el máximo de partidos posibles del torneo intercontinental de selecciones. Además, la construcción del nuevo estadio va en línea con la apuesta para albergar la final del Mundial 2030.

La mejora de los estadios

Alrededor de 868 millones de euros irán destinados a obras de mejora de los estadios actuales y se distribuirá en dos etapas: la primera de ellas irá de 2023 a 2025 y se renovarán los estadios en base a la normativa de la Confederación Africana de Fútbol; posteriormente, de 2025 a 2028, se acondicionarán los estadios a los estándares de la Fifa.

Estos campos son el Gran estadio de Tánger, el Complejo Deportivo Mohamed V de Casa-

blanca, el Complejo Deportivo Mulay Abdallah de Rabat, el Gran Estadio de Agadir, el Gran Estadio de Marrakech y el Complejo Deportivo de Fez.

Si es todavía difícil cuantificar el impacto económico del Mundial en el Reino, basta saber que para la Copa del Mundo de 2022 organizado en Qatar, la FIFA obtuvo unos ingresos récord de 7.500 millones de dólares. Los verdaderos retos del Mundial concedido en parte a Marruecos pasan por una verdadera modernidad en la gestión de las grandes competiciones, que exige, en primer lugar, la trazabilidad de las entradas electrónicas. La organización de tales eventos se ha convertido en una verdadera ciencia con sus especialistas, sus comunicadores y sus financieros, siendo enormes las cuestiones de seguridad, económicas y políticas. Marruecos, sin embargo, tiene varias cartas que jugar, en comparación con todos los demás organizadores de la Copa del Mundo anteriores.

La seguridad

Desde el punto de vista de la seguridad, los marroquíes tienen experiencia en la gestión de flujos, los hombres de Abdellatif Hammouchi se han convertido en expertos en la gestión de crisis relacionadas con los grandes acontecimientos deportivos que atraen a un gran número de personas.

Marruecos ya ha organizado con éxito y sin



Desde el punto de vista de la seguridad, los marroquíes tienen experiencia en la gestión de flujos, los hombres de Abdellatif Hammouchi se han convertido en expertos en la gestión de crisis relacionadas con los grandes acontecimientos deportivos que atraen a un gran número de personas.





Según el pliego, estos equipamientos exteriores «contribuirán al atractivo del estadio para la población local, regional y nacional y para su esplendor a escala internacional».

incidentes, varios torneos internacionales. En el caso de competiciones organizadas por la FIFA, el país se encargó de la organización del Mundial de Clubes de la FIFA en las ediciones 2013 y 2014. También ha sido sede de la Copa Africana de Naciones en 1988.

Destaca también el haber acogido el Campeonato Juvenil Africano de 1997, el Campeonato Africano Sub-23 de 2011 y el Campeonato Africano Sub-17 de 2013. También organizó la Copa Africana de Naciones Femenina 2022 y la Copa Africana de Naciones Sub 23 masculina en 2023.

Infraestructuras

En términos de infraestructuras, Marruecos no tiene por qué avergonzarse de la calidad de sus estadios, la fluidez de las carreteras y los servicios aéreos. Naturalmente, el presupuesto será elevado, sobre todo por la construcción de estadios diseñados específicamente para el Mundial, ya que tendríamos que contar con la renovación de algunos estadios.

Un presupuesto provisional de 5.000 millones de dirhams (459 millones de euros), según el pliego de condiciones del concurso arquitectónico, publicado por Sonarges y ANEP, será destinado a las empresas públicas marroquíes dedicadas a inversión deportiva y equipamientos públicos.

El Gran de Estadio de Casablanca se construirá en un terreno de 100 hectáreas, tendrá una capacidad para 115.000 espectadores, y dispondrá de una pista de atletismo, una piscina cubierta, un centro comercial y un hotel.

Este estadio será el mayor campo de estas características construido en el norte de África, indica el resumen del concurso, y se destinará

a acoger los eventos deportivos y culturales de masas y será concebido «en conformidad con las más recientes exigencias de fútbol internacional, concretamente las normas de la FIFA de 2030».

El complejo del Gran Estadio se construirá en la provincia de Benslimane, dentro del municipio de Mansouria, a unos 38 kilómetros de Casablanca y cerca del aeropuerto de Benslimane, sobre una superficie de 100 hectáreas.

El estadio contará con tribunas cubiertas con una capacidad de acogida de 115.000 espectadores, vestuarios destinados a los jugadores, árbitros y otros delegados, además de locales de restauración y puntos de venta.

Junto al recinto habrá cuatro campos de entrenamiento homologables por la FIFA, espacios comerciales y otros locales.

Según el pliego, estos equipamientos exteriores «contribuirán al atractivo del estadio para la población local, regional y nacional y para su esplendor a escala internacional».

La empresa pública marroquí fija un plazo de seis meses para presentar los estudios arquitectónicos y técnicos.

La financiación del Gran Estadio procede de un convenio que firmó el Gobierno marroquí el pasado 20 de octubre con la empresa pública de inversiones Caja de Depósito y Gestiones (CDG).

Turismo

Marruecos espera que la designación, junto a España y Portugal, como sede del Mundial de Fútbol 2030 se convierta en un catalizador para la llegada de turistas al país norteafricano, escribe el periodista español Rafel Gomez.

Buena prueba de ello es que la aerolínea Royal Air Maroc, una de las más importantes de Afri-



ca, ha hecho público que va a lanzar una licitación antes de que finalice 2023 para adquirir 200 aviones. La entrega de las aeronaves tendrá un plazo de 10 años.

La noticia ha sido anunciada por el director general de Royal Air Maroc, Abdelhamid Adou, quien ha señalado que el objetivo de esta operación es satisfacer la creciente demanda de turistas que Marruecos espera antes del Mundial 2030.

Adou ha precisado que los aviones que adquirirá la aerolínea se destinarán principalmente a vuelos de medio radio. No obstante, también ha indicado que la compra incluirá aviones para distancias cortas y distancias largas, con lo que la compañía mejorará su posición en el mercado africano.

El director general de Rotal Air Maroc ha destacado, en los márgenes de las reuniones anuales del Fondo Monetario Internacional y el Banco Mundial, que “lo que ya hemos preparado para 2030 nos colocará en una muy buena posición para albergar esta Copa del Mundo”.

Tal y como recoge el sitio Huffpost, el representante de la aerolínea también ha resaltado que esta operación de la empresa ayudará de manera decisiva a intentar lograr la consecución del ambicioso objetivo que se ha marcado Marruecos: alcanzar la cifra de 17,5 millones de turistas en el año 2026, según escribe Gómez. En ese sentido, cabe destacar que la llegada de turistas a Marruecos alcanzó un nuevo récord en 2023 con 14,5 millones de personas, superando las cifras alcanzadas antes de la

pandemia en 2019 cuando recibió entonces a 12,9 millones de personas, según Efe.

De acuerdo con un comunicado del Ministerio de Turismo, la llegada de turistas el año pasado supone un aumento del 34 % respecto a 2022 y del 12 % respecto a 2019.

Los emigrantes marroquíes representan un 51 % de todas las llegadas, con un aumento del 27 % respecto al año anterior.

Mientras, los turistas extranjeros representaron una subida del 41 % respecto al año anterior, por lo que «suponen un 49 % de las llegadas globales, ganando tres puntos respecto a 2022», apunta la nota.

«Pese al contexto geopolítico complejo, el mes de diciembre fue marcado por una afluencia inédita con la llegada de cerca de 1,3 millones de turistas repartidos en partes iguales entre los emigrantes marroquíes y turistas extranjeros. Esta dinámica confirma la atracción de Marruecos como destino turístico que responde a las expectativas de la diáspora marroquí y los viajeros internacionales», se lee en la nota.

La misma fuente añade que este nuevo récord de llegadas supera «de forma significativa» el objetivo inicial previsto por el ministerio, con un millón de visitantes suplementarios. EF Respecto al desarrollo de Royal Air Maroc (y en consecuencia del turismo en Marruecos), Abdelhamid Adou ha asegurado que “hay un mercado, capacidades potenciales, un futuro, una Copa del Mundo y una estrategia para el turismo”, según la misma fuente.



Mientras, los turistas extranjeros representaron una subida del 41 % respecto al año anterior, por lo que «suponen un 49 % de las llegadas globales, ganando tres puntos respecto a 2022», apunta la nota.





10 sedes España, 5 Marruecos y 3 Portugal



Añadió que este acontecimiento deportivo a gran escala «será una experiencia única, en la que las naciones se unirán bajo la bandera del deporte, rompiendo barreras y creando recuerdos que durarán toda la vida».

Las tres Federaciones han decidido que el Mundial se dispute, en principio, en 18 sedes. Estas se distribuirán de la siguiente manera: 10 sedes estarán en España, cinco serán para Marruecos y tres, para Portugal. España aún tiene la intención de sumar una undécima sede, pero Portugal entiende que, en ese caso, el reparto sería muy desproporcionado, así que todo parece indicar que España se tendrá que conformar con la decena. Marruecos, por su parte, suma una más de las que inicialmente parecía que iba a tener y sube hasta cinco, aunque a la Federación marroquí le hubiera gustado tener seis sedes.

En cuanto a la ciudad en la que se disputará la final del Mundial, el deseo de Marruecos de acoger ese encuentro es enorme sobre todo, después de que Marruecos haya anunciado la construcción del Gran Estadio de Casablanca que tendrá una capacidad para 115.000 espectadores.

Un Mundial excepcional

El Reino de Marruecos, junto con España y Portugal, organizará, en 2030, una Copa del Mundo excepcional que quedará grabada para siempre en la memoria de los aficionados al fútbol mundial, afirmó, el analista deportivo sudafricano Philani Ndlela.

«África está preparada para dejar su huella una vez más, y estoy seguro de que Marruecos

organizará un Mundial extraordinario y memorable que el mundo nunca olvidará», declaró a la agencia de noticias estatal MAP, Ndlela, periodista y especialista en contenidos deportivos de la plataforma «Média Prophilani».

Añadió que este acontecimiento deportivo a gran escala «será una experiencia única, en la que las naciones se unirán bajo la bandera del deporte, rompiendo barreras y creando recuerdos que durarán toda la vida».

«Este grandioso evento no sólo será una celebración del fútbol, sino también una plataforma para promover la unidad, la amistad y el intercambio cultural a escala mundial», sostuvo. Destacando que se trata de un «momento monumental no sólo para Marruecos, sino también para todo el continente africano», señaló que llena el corazón de orgullo y alegría que África haya sido reconocida en la escena mundial.

La candidatura Marruecos-España-Portugal tiene un gran valor, es un expediente fuerte, un expediente Norte-Sur y África-Europa y, sobre todo, un expediente de tres naciones futbolísticas, subraya Hicham Gabriel Guedira. Este especialista en gestión deportiva, considera en declaraciones al periódico marroquí «Le Matin», que es lógica la decisión de la FIFA de conceder la Copa del Mundo 2030 al expediente marroquí-ibérico, dadas las infraestructuras, la experiencia y la logística de que disponen los tres países.



Los grandes proyectos del Mundial atraen a los empresarios catalanes

Los grandes proyectos de inversiones en diversos sectores lanzados por el Gobierno marroquí de cara al Mundial de 2030 no pasan desapercibidos por los empresarios catalanes. Por lo tanto, se están estudiando las oportunidades del mercado marroquí para las pymes catalanas, según publicó "Rue 20".

La directora del departamento Internacional de PIMEC, la patronal más representativa de las micro, pequeñas y medianas empresas y autónomos de Cataluña, Miriam Sabaté, ha explicado alguno de los motivos por los que Marruecos es un destino de oportunidades económicas y empresariales para las pymes de Catalunya.

"Hay diferentes ventajas competitivas en el ámbito de las exportaciones por su ubicación estratégica, unos costes competitivos,

y una economía cada vez más modernizada que dispone de una gran diversidad de sectores de actividad económica (agroalimentario, químico, farmacéutico, automovilísticos, textil, siderúrgico, etc.) y que está desarrollando un programa de mejora industrial", dijo Sabaté.

En este sentido, ha destacado que Tánger cuenta con un importante hub industrial y logístico, y que otras ciudades como Casablanca o Rabat concentran gran parte de la actividad comercial e industrial. Por otra parte, en relación con las infraestructuras recordó que se ha producido una liberalización del transporte marítimo y que Marruecos tiene un plan para desarrollar en 2030 puertos modernos y competitivos, entre otros proyectos de futuro, según informó PIMEC.

Sabaté agregó también que Marruecos cuenta con una infraestructura aeroportuaria y la línea de alta velocidad Tánger-Rabat.



DOSSIER



Habitat décent

Un début 2024 sur de bons rails pour la ministre El Mansour

Entré en vigueur le premier janvier dernier, le programme d'aide directe au logement a réussi un démarrage prometteur. En effet, en une semaine, environ 16.302 demandes ont été enregistrées sur la plateforme numérique « DAAM SAKANE » relative à l'inscription au programme d'aide directe au logement.

Quand Mme Mansouri assure et rassure...



Au parlement, la ministre de l'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville, Fatima Ezzahra El Mansouri a fait savoir que depuis le lancement de la plateforme numérique le 2 janvier dernier, 89% des demandes déposées dont 23% concernent les Marocains résidant à l'étranger, sont éligibles pour bénéficier de cette aide, précisant que 73% des demandes sont relatives aux logements d'une valeur inférieure à 300.000 Dhs, tandis que 27% concernent les logements dédiés à la classe moyenne.

En tout et jusqu'à présent, le nombre de demandes pour l'aide directe au logement réceptionnées par la plateforme numérique « Daam Sakane » depuis son lancement en janvier a dépassé les 36.000. Quelques 80% des demandes émanent de citoyens résidant au Maroc et le reste vient de Marocains éta-

blis à l'étranger. La préfecture de Fès a enregistré le plus de demandes d'aide directe au logement, suivie de celle de Meknès, de Marrakech et de Tanger-Assilah.

Important de souligner que des citoyens sont déçus par l'attitude opportuniste de certains promoteurs immobiliers qu'on soupçonne de saboter le programme d'aide au logement en les accusant ouvertement de vouloir exploiter ce programme en leur faveur en imposant un montant supplémentaire au noir. D'autres recourent à des subterfuges pour refuser de traiter avec les clients éligibles à ce programme.

Le dispositif d'aide au logement pourrait-il stimuler la demande ?

Opérationnel à partir de ce mois de janvier 2024, le nouveau dispositif d'aide au logement représente un changement significatif dans le paysage de l'accès à la propriété, en réduisant les contraintes liées à l'apport personnel pour les primo-accédants. D'où la question est de savoir à quelles conditions pourriez-vous emprunter en 2024 ? Est-ce pour autant suffisant pour relancer un marché immobilier atone depuis quelques années déjà ?

Les récents développements, tant sur le plan des taux immobiliers que des politiques gouvernementales semblent promettre un environnement propice à l'accession à la propriété. Le programme d'aide au logement étendu sur la période 2024-2028 représente une évolution majeure dans la stratégie de facilitation de l'accès des ménages aux revenus modestes à un logement décent. L'approche se renouvelle avec une aide financière directe aux acquéreurs. Ainsi, pour les logements dont le prix de vente est inférieur ou égal à 300.000 Dhs, une aide de 100.000 Dhs sera allouée. Pour les biens compris entre 300.000 Dhs et 700.000 Dhs, l'aide s'élève à 70.000Dhs.

Cette allocation vise à rendre plus abordables les logements pour les primo-accédants, facilitant ainsi leur accès à la propriété. Pour bénéficier du programme, les candidats doivent remplir plusieurs critères. Ils doivent être des



Marocains résidant au Maroc ou à l'étranger, ne pas être propriétaires d'un logement au Maroc, et n'avoir jamais bénéficié d'une aide au logement. Le dispositif a été conçu pour cibler spécifiquement les primo-accédants, les aidant à franchir le pas de la propriété. En effet, l'un des défis majeurs auxquels sont confrontés les primo-accédants est l'obligation de réunir un apport personnel substantiel pour obtenir un prêt immobilier. Cet apport personnel est souvent perçu comme un obstacle insurmontable, notamment pour les ménages à faible revenu ou les jeunes emprunteurs. C'est là que le nouveau dispositif d'aide au logement apporte une solution innovante. Les subventions constituent un complément essentiel à l'apport personnel des emprunteurs, réduisant ainsi la pression financière à laquelle ils sont confrontés. Dans le contexte actuel marqué par une augmentation des taux d'intérêt, un apport personnel substantiel peut aider les emprunteurs à obtenir des conditions de prêt avantageuses, dit-on auprès des analystes pour qui les statistiques d'Afdal.ma montrent que les taux les plus bas pour les emprunteurs de moins de 25 ans ont augmenté de 4,20% en début d'année à 4,75% au deuxième tri-

mestre.

La limitation des capacités d'apport chez ces jeunes emprunteurs peut entraîner une augmentation significative du coût du crédit. Plus globalement, les banques ont relevé leurs exigences en matière de fonds propres dans le montage du dossier de financement. En 2023, l'apport moyen représente 22% du prix d'acquisition, en hausse par rapport aux années précédentes où il était en moyenne de 15% en 2020 et en 2022, relève Afdal.ma. Le nouveau programme d'aide au logement devrait offrir une bouffée d'oxygène aux emprunteurs les plus jeunes.

Plus globalement, en soutenant le pouvoir d'achat immobilier des ménages, le dispositif devrait donner un coup de fouet au marché immobilier dans son ensemble. L'accès à des financements plus abordables pour les primo-accédants devrait augmenter la demande de logements, ce qui, à son tour, peut stimuler l'activité économique dans le secteur immobilier et les industries connexes.

En attendant, les yeux sont bel et bien rivés sur le nouveau dispositif de Mme Mansouri qui se veut optimiste en annonçant en ce début de semaine l'entrée en vigueur de son programme.

Construction en milieu rural: 1.627 douars en cours de réalisation au profit de 688.000 personnes



Selon la ministre de l'Aménagement du territoire national, de l'urbanisme, de l'habitat et de la politique de la ville, Mme Fatima Ezzahra Mansouri, ce sont quelque 1.627 douars d'une superficie totalisant 54.000 hectares sont en cours de réalisation au profit de 688.000 personnes : " le périmètre de 270 douars d'une superficie de 22.000 hectares a été délimité au profit de 133.000 personnes, durant les six mois ayant suivi la publication de la circulaire conjointe avec le ministère de l'Intérieur en avril 2023".

Avant la publication de cette circulaire dans la perspective de la simplification des procédures de construction en milieu rural, le périmètre de 975 douars d'une superficie de 16.000 hectares a été délimité au profit de 55.000 personnes , a-t-elle précisé.

La ministre a révélé à cet égard que 23.800 demandes de permis de construction ont été examinées avant la publication de ladite circulaire, dont 14.000 ont été approuvées au cours d'une année, faisant observer que 26.000 autres demandes ont été examinées en seulement 6 mois, dont 14.000 approu-

vées après la publication de la circulaire.

Mme Mansouri a noté que la population des douars concernés représente 70% des habitants du monde rural.

Elle a en outre rappelé qu'un effort important est en train d'être mené au sujet des documents d'urbanisme, se félicitant à ce propos que 1.259 communes rurales sur 1.503 ont été couvertes et que 93 documents d'urbanisme ont été approuvés en 2023 en milieu rural.

Concernant la réforme du système juridique relatif au secteur de l'habitat et de l'urbanisme, la ministre a souligné que son département a élaboré trois projets de loi portant sur le domaine de l'urbanisme, le premier vise à modifier et à compléter la loi relative aux lotissements immobiliers, aux complexes résidentiels et à la division immobilière, le deuxième porte sur la création des agences régionales d'urbanisme et d'habitat, et le troisième concerne l'amendement de la loi n° 12.90 relative à l'urbanisme, actuellement en phase finale en vue de sa soumission à la procédure de concertation et d'adoption.

CRÉDITS

Stabilité des taux immobilier dans un marché difficile

En 2023, la crainte d'une hausse marquée des taux immobiliers, redoutée après plusieurs augmentations du taux directeur en 2022, ne s'est finalement pas concrétisée. Les tarifs des banques partenaires d'Afdal.ma confirment cette stabilité, qui persiste depuis plusieurs mois. En décembre, les taux ne dérogent pas à cette tendance, avec les banques octroyant des prêts à 4,50% sur des périodes de 8 à 15 ans pour les emprunteurs aux profils les plus solides, et à 4,75% pour des durées plus longues comme le révèle le comparateur de crédit immobilier en ligne.

Dans le détail, les taux s'affichent à 4,50% pour des crédits inférieurs à 250.000 Dhs sur une période maximale de 15 ans, et à 4,75% au-delà. Cette grille tarifaire est la même pour des montants allant jusqu'à 500.000 Dhs. En revanche, les données d'Afdal.ma laissent apparaître une légère hausse des taux dans certains cas, particulièrement pour des emprunts compris entre 500.000 et 800.000 Dhs sur des durées de 16 à 25 ans. En revanche, les taux demeurent pratiquement stables pour des montants bien plus substantiels, atteignant jusqu'à 3 millions de DH sur les mêmes durées.

Quel que soit le montant sollicité, les conditions demeurent attractives pour les emprunteurs. Toutefois, cette stabilité des taux n'a pas empêché une année globalement mitigée pour l'ensemble du marché immobilier, avec une baisse des transactions. En réalité, celles-ci sont revenues aux



niveaux enregistrés avant la pandémie de COVID-19.

En ce qui concerne l'année 2024, les perspectives demeurent incertaines. L'évolution de l'économie, en particulier de l'inflation et le comportement des taux d'intérêt, restent des facteurs susceptibles d'influencer la demande en crédit immobilier dans les mois à venir. Cela dit, une éventuelle hausse des taux irait à l'encontre de la tendance actuelle.

En conséquence, les aspirants à l'accession à la propriété peuvent espérer continuer à bénéficier de conditions avantageuses. De plus, certains emprunteurs pourraient avoir accès au programme d'aide au logement, ce qui pourrait exercer une influence positive sur le marché immobilier en stimulant quelque peu la demande.

L'encours des crédits à l'habitat augmente de 2% à fin novembre (DEPF)

L'encours des crédits à l'habitat s'est accru de 2% à fin novembre 2023, après une augmentation de 2,9% un an auparavant, selon la Direction des études et prévisions financières (DEPF).

Pour ce qui est de l'encours des crédits à la promotion immobilière, il a quasiment stagné, après un recul de 5,3% il y a une année, précise la DEPF dans sa récente note de conjoncture.

Compte tenu de ces évolutions, l'encours des crédits à l'immobilier a augmenté de 1,3% à fin novembre 2023, après une hausse de 2,5% un an plus tôt.

Pour leur part, les ventes de ciment ont clôturé l'année 2023 en quasi-stagnation (+0,2%), après un repli de 10,6% l'année précédente, fait savoir la note, ajoutant

que les évolutions positives, au titre de l'année 2023 ont concerné, particulièrement, les segments d'infrastructure (+25,6%), du béton prêt à l'emploi (+3,8%) et du préfabriqué (+6,6%).

Et d'ajouter qu'après une baisse enregistrée depuis le premier trimestre 2022, la valeur ajoutée du secteur de construction a renoué avec la croissance au titre du troisième trimestre 2023, enregistrant une amélioration de 0,5%.

Cette évolution positive au T3 se serait consolidée au T4-2023, en ligne avec l'accélération de la croissance des ventes de ciment, principal baromètre de l'activité du secteur, à +7,1%, après une hausse de 3,6% au T2-2023 et un repli de 17% un an auparavant.

Programme d'aide au logement

Plus de 41.000 demandes enregistrées jusqu'au 31 janvier dernier



Concernant la tranche d'âge des demandeurs, le porte-parole a affirmé que la moyenne est de 40 ans, mettant en avant l'importance de ce chiffre qui reflète le succès de ce programme à cibler les jeunes et les futurs mariés.

Un total de 41.662 demandes d'aide au logement ont été enregistrées jusqu'au 31 janvier dernier, a indiqué, jeudi à Rabat, le porte-parole du gouvernement, Mustapha Baitas.

En réponse à une question sur le Programme d'aide directe au logement lors d'un point de presse tenu à l'issue de la réunion hebdomadaire du Conseil de gouvernement, M. Baitas a fait savoir que 76% du total des demandes d'aide au logement déposées concernent l'acquisition d'un logement dont le prix de vente est inférieur à 300.000 dirhams, alors que 24% de ces demandes sont destinées à l'achat d'un logement dont le prix de vente varie entre 300.000 et 700.000 dirhams.

81% des demandes sont formulées par des citoyens résidant au Maroc, tandis que les 19% restantes ont été faites par des Marocains résidant à l'étranger, a-t-il précisé, ajoutant que 37% du total des demandes sont présentées par des femmes contre 63% par des hommes.

Concernant la tranche d'âge des demandeurs,

le porte-parole a affirmé que la moyenne est de 40 ans, mettant en avant l'importance de ce chiffre qui reflète le succès de ce programme à cibler les jeunes et les futurs mariés.

A travers ce chantier, le gouvernement vise la famille marocaine à l'instar des différents programmes sociaux notamment l'aide sociale, l'«AMO TADAMON», la subvention du transport et la subvention aux matières et intrants agricoles, a-t-il poursuivi, évoquant les enjeux et les interventions du gouvernement qui visent à formuler des politiques publiques en adéquation avec les aspirations de la famille marocaine en tant que noyau dur de la société.

Ce nouveau programme, qui intervient en application des Hautes Orientations Royales, vise à renforcer le pouvoir d'achat des acquéreurs, grâce à la mise en place d'une aide directe aux familles d'un montant de 100.000DH pour l'achat d'un logement à un prix inférieur ou égal à 300.000 DH TTC et de 70.000 DH pour l'achat d'un logement dont le prix oscille entre 300.000DH TTC et 700.000DH TTC

Programme d'aide au logement : 16.302 demandes enregistrées en une semaine

Environ 16.302 demandes ont été enregistrées en une semaine par la plateforme numérique «DAAM SAKANE» relative à l'inscription au programme d'aide directe au logement, a souligné, mardi à la Chambre des Conseillers, la ministre de l'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville, Fatima Ezzahra El Mansouri.

Et de faire savoir que depuis le lancement de la plateforme numérique le 2 janvier, 89% des demandes déposées (23% concernent les Marocains résidant à l'étranger) sont éligibles pour bénéficier de cette aide, précisant que 73% des demandes sont relatives aux logements d'une valeur inférieure à 300.000 dirhams, tandis que 27% concernent les logements dédiés à la classe moyenne.

S'agissant de la tranche d'âge des demandeurs, la ministre a fait savoir que l'âge moyen est de 39 ans, dont 66% sont des hommes et 34% des femmes, notant que les candidatures ont été réparties selon les zones géographiques, notamment sur les préfectures de Fès, Meknès et Marrakech, la province de Berrechid, et



la préfecture de Tanger-Assilah. Le nouveau programme d'aide au logement, lancé le 2 janvier 2024, revêt une dimension sociale, en garantissant le logement aux Marocains en tant que droit constitutionnel, et une dimension économique, en contribuant au décollage d'un secteur vital pour l'économie nationale, qui emploie plus d'un million de Marocains. Le ministère ambitionne, au cours de la première année du programme, à encourager les familles à acquérir un produit de logement, qui s'élève à environ 114.000 logements, dont

58.000 logements sont consacrés à la classe moyenne, a-t-elle indiqué. Dans ce sillage, Mme El Mansouri a passé en revue les différentes initiatives Royales dans le secteur du logement au cours des deux dernières décennies, qui ont permis à 4 millions de citoyens aux revenus limités d'accéder à un logement décent, a-t-elle relevé, ajoutant que le programme de logement social, lancé par Sa Majesté le Roi en 2010, a permis de réaliser 650.000 unités, avec 100.000 unités en cours de préparation, réduisant ainsi le déficit en logements.

L'encours des crédits à l'habitat augmente de 2% à fin novembre

L'encours des crédits à l'habitat s'est accru de 2% à fin novembre 2023, après une augmentation de 2,9% un an auparavant, selon la Direction des études et prévisions financières (DEPF).

Pour ce qui est de l'encours des crédits à la promotion immobilière, il a quasiment stagné, après un recul de 5,3% il y a une année, précise la DEPF dans sa récente note de conjoncture.

Compte tenu de ces évolutions, l'encours des crédits à l'immobilier a augmenté de 1,3% à fin novembre 2023, après une hausse de 2,5% un an plus tôt.

Pour leur part, les ventes de ciment ont clôturé l'année 2023 en quasi-stagnation (+0,2%), après un repli de 10,6% l'année précédente, fait savoir la

note, ajoutant que les évolutions positives, au titre de l'année 2023 ont concerné, particulièrement, les segments d'infrastructure (+25,6%), du béton prêt à l'emploi (+3,8%) et du préfabriqué (+6,6%). Et d'ajouter qu'après une baisse enregistrée depuis le premier trimestre 2022, la valeur ajoutée du secteur de construction a renoué avec la croissance au titre du troisième trimestre 2023, enregistrant une amélioration de 0,5%.

Cette évolution positive au T3 se serait consolidée au T4-2023, en ligne avec l'accélération de la croissance des ventes de ciment, principal baromètre de l'activité du secteur, à +7,1%, après une hausse de 3,6% au T2-2023 et un repli de 17% un an auparavant.



Volvo Construction Equipment termine 2023 avec des ventes solides alors que le marché s'affaiblit

À l'approche de la Coupe d'Afrique des Nations de football (CAN 2023), la Côte d'Ivoire célèbre l'inauguration du 4e pont d'Abidjan et de cinq axes routiers majeurs financés par la Banque africaine de développement (BAD). Ces nouvelles infrastructures visent à améliorer la fluidité du trafic dans la capitale économique, Abidjan, et à offrir à la ville un statut moderne.

Le Premier ministre ivoirien, Robert Beugré Mambé, a présidé la cérémonie d'ouverture, qui a eu lieu le 10 janvier. Aux côtés de membres du gouvernement, de présidents d'institutions, de responsables du Groupe de la Banque africaine de développement, et d'entrepreneurs impliqués dans les travaux, Mambé a déclaré : « Au nom du président de la République, nous ouvrons le 4e pont d'Abidjan à la circulation. Nous demandons aux usagers une seule chose : la prudence, car les tra-



vaux ne sont pas encore terminés ». Ces infrastructures, construites dans le cadre du Projet de transport urbain d'Abidjan (PTUA) issu du Schéma directeur des transports du Grand Abidjan, sont destinées à atténuer les problèmes de circulation dans la capitale densément peuplée, souvent citée comme l'une des plus embouteillées d'Afrique, avec ses six millions d'habitants.

Le quatrième pont d'Abidjan, long de près de 1,4 kilomètre, s'étend au-dessus de la baie du Banco, reliant les communes du Plateau et d'Adjamé à celle de Yopougon via Attécoubé. Cette infrastructure emblématique facilitera la circulation des marchandises entre la zone portuaire et la zone industrielle de Vridi au sud de la ville et les zones ouest et nord, où de nouvelles zones industrielles se développent rapidement.

Le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amédé Koffi Kouakou, a souligné l'importance stratégique du pont en tant que voie de transit privilégiée entre le port d'Abidjan et les corridors internationaux desservant des pays enclavés tels que le Burkina Faso, le Mali, et le Niger.

D'un coût total de 160 millions d'euros et construit sur une période de cinq ans et demi, le 4e pont est équipé de 24 points de péage. Les voies d'accès associées permettront le déplacement quotidien de centaines de milliers d'Abidjanais, contribuant ainsi à désengorger les voies existantes.

La Banque africaine de développement a joué un rôle crucial dans le financement de ces projets, mobilisant environ 600 millions d'euros. D'autres bailleurs de fonds tels que l'Agence japonaise pour la coopération internationale (JICA) et le Fonds pour l'environnement mondial ont également contribué significativement.

Jean-Noël Ilboudo, chef de division infrastructure de transport à la Banque pour la région Afrique de l'Ouest, a souligné que ces projets touchent à la fois l'infrastructure, l'environnement, le social, et répondent aux cinq priorités opérationnelles de la Banque.

Outre le 4e pont, le Premier ministre a ouvert d'autres axes routiers stratégiques, offrant une connectivité renforcée dans différentes directions, notamment vers San Pedro, le Ghana, le Burkina Faso, et la ville de Bingerville.

Les réactions positives des travailleurs, comme Koffi Emmanuel, soulignent la fierté de participer à la transformation d'Abidjan et l'anticipation d'une grande inauguration à venir. Les usagers, comme Lassina Demé, témoignent de l'impact concret sur leur quotidien, avec des trajets considérablement raccourcis grâce à ces nouvelles infrastructures. En somme, ces réalisations marquent une étape significative dans l'ouverture de la Côte d'Ivoire au monde et dans l'amélioration de la vie de ses citoyens.



Jean-Noël Ilboudo, chef de division infrastructure de transport à la Banque pour la région Afrique de l'Ouest, a souligné que ces projets touchent à la fois l'infrastructure, l'environnement, le social, et répondent aux cinq priorités opérationnelles de la Banque.

Epiroc rachète STANLEY Infrastructure auprès de Stanley Black & Decker pour renforcer ses activités dans le domaine des infrastructures et de la construction



STANLEY Infrastructure est une entreprise du secteur industriel de Stanley Black & Decker, dont le siège est basé à Milwaukie, dans l'Oregon, aux États-Unis. infrastructures ferroviaires.

Epiroc AB, partenaire de premier plan en matière de productivité et de durabilité pour les secteurs de l'exploitation minière et de la construction, s'est engagé à acquérir STANLEY Infrastructure, fabricant mondial d'accessoires pour excavatrices et d'outils hydrauliques portatifs, auprès de Stanley Black & Decker, Inc. Cette acquisition stratégique renforcerait la présence d'Epiroc dans le secteur des accessoires pour l'infrastructure et la construction, en particulier aux États-Unis. Une téléconférence organisée par Epiroc AB (en anglais) diffusée sur le web le 15 décembre à 15h30 CET s'est tenue à l'attention des analystes financiers, les investisseurs et les médias (voir détails ci-dessous).

STANLEY Infrastructure est une entreprise du secteur industriel de Stanley Black & Decker, dont le siège est basé à Milwaukie, dans l'Oregon, aux États-Unis. Elle conçoit, fabrique et vend des accessoires, généralement utilisés sur les excavatrices, ainsi que des outils hydrauliques portatifs et alimentés par batterie pour des applications dans les infrastructures, la construction, le recyclage de la ferraille, la démolition et les infrastructures ferroviaires. Ses marques fortes et innovantes comprennent LaBounty, Paladin, Pengo et Dubuis. En 2023, STANLEY Infrastructure devrait réaliser un chiffre d'affaires de l'ordre de 450 à 470 millions de dollars (4,6 à

4,8 milliards de couronnes suédoises), avec une marge d'excédent brut d'exploitation (EBITDA) de l'ordre de 10 à 15 %, et employer environ 1 380 personnes, principalement aux États-Unis. L'entreprise possède dix sites de production clés, aux États-Unis, au Canada, en France et en Chine. La grande majorité des revenus est générée en Amérique du Nord.

« Nous sommes très enthousiastes à propos de cette acquisition stratégique, qui constitue une étape majeure pour renforcer notre présence à long terme dans les secteurs de l'infrastructure et de la construction », déclare Helena Hedblom, présidente-directrice générale d'Epiroc. « STANLEY Infrastructure propose des produits, des services et des solutions à la pointe de l'industrie, avec des marques renommées, de solides relations avec les clients et une forte culture du personnel, ce qui en fait un partenaire idéal pour Epiroc. Nos portefeuilles de produits se complètent très bien, et cela comble certaines lacunes importantes dans notre offre actuelle. En outre, nous avons accès à un vaste réseau de vente indirecte, ce qui nous permettra de diversifier et de renforcer notre présence. L'infrastructure et la construction ont des moteurs attrayants, notamment l'urbanisation et le recyclage de la ferraille pour la production d'acier, qui soutiendront la croissance à long terme. »

« Les clients bénéficieront d'un accès à une gamme de produits plus complète, que nous continuerons à développer ensemble pour répondre aux besoins croissants des clients en matière de polyvalence et de productivité », déclare Goran Popovski, président de la division Tools & Attachments d'Epiroc.

« Nous sommes impatients d'accueillir la formidable équipe de STANLEY Infrastructure au sein du groupe Epiroc, et de croître ensemble avec succès. »

Le prix d'achat est de 760 MUSD (7,8 milliards SEK). L'acquisition est une transaction entièrement en numéraire avec un financement garanti par le biais d'une facilité de crédit-relais.

L'acquisition est soumise aux autorisations réglementaires habituelles et devrait être finalisée au premier trimestre 2024. Pour en savoir plus sur STANLEY Infrastructure, consultez le site www.stanleyinfrastructure.com.



By
Nexnovative



Cutter SOFT est un logiciel de chiffrage et de devis conçu pour les menuisiers et les sociétés de fabrication de fenêtres et de portes en aluminium. Il a été développé par **NEXNOVATIVE**, une entreprise spécialisée dans les solutions logicielles pour le domaine du **BTP**.

Pourquoi CUTTER SOFT ?

DISTRIBUTEURS

MENUISIERS

Chiffrage rapide: Les distributeurs peuvent utiliser CUTTER SOFT pour faire des chiffrages rapides pour les menuisiers et les sociétés de fabrication.

Paramétrable: paramétrer CUTTER SOFT pour travailler avec leur système de profilés pour fenêtres et portes : PVC, ALU

Augmentation des ventes:

Les menuiseries peuvent offrir un service plus rapide et plus précis à leurs clients en utilisant CUTTER SOFT, ce qui peut les aider à augmenter leurs ventes et à améliorer leurs chiffres d'affaires.



Réduction des coûts de production:

CUTTER SOFT permet de faire des chiffrages rapides et précis pour les menuiseries, ce qui réduit les erreurs de calcul et les retours sur les erreurs de production.

Amélioration de la productivité:

Les menuiseries peuvent utiliser CUTTER SOFT pour gérer efficacement leurs projets et leur production, ce qui augmente leur productivité et leur rentabilité.

AVANTAGES

Avant

l'utilisation de **CUTTER SOFT**, les entreprises pouvaient rencontrer plusieurs difficultés dans leur processus de chiffrage pour les menuiseries en PVC et en aluminium.

Par exemple, ils pouvaient prendre beaucoup de temps pour faire des chiffrages manuellement et les erreurs étaient fréquentes. De plus, la nomenclature n'était pas toujours précise, ce qui pouvait causer des problèmes lors de la réalisation du projet.

Avec

l'utilisation de **CUTTER SOFT**, les entreprises peuvent bénéficier de chiffrages plus rapides et plus précis, grâce à la rapidité et la fiabilité de l'outil.

CUTTER SOFT peut être paramétré pour travailler avec le système de profilés pour fenêtres et portes en PVC et en aluminium, ce qui peut aider à gagner du temps et à améliorer la qualité des chiffrages.

C
U
T
T
E
R

Cutter SOFT est plus qu'un simple logiciel de gestion de la production, c'est un allié fidèle pour les menuisiers, Fabricants et distributeurs. Avec son interface conviviale et ses fonctionnalités performantes, Cutter SOFT permet aux utilisateurs de gagner du temps, d'augmenter leur productivité et de maximiser leur rentabilité tout en offrant un sentiment de confort et de contrôle sur leurs activités professionnelles.

Christophe Lecarpentier, Directeur du salon INTERMAT «INTERMAT 2024.. La vitrine des constructions et tous les acteurs de la construction»



Le prochain INTERMAT, salon des équipements et technologies durables pour la construction, se tiendra du 24 au 27 avril 2024 à Paris Nord Villepinte.



Le Salon Intermat revient après 6 ans d'absence. Doit-on considérer que la tenue de cette édition s'inscrit dans un contexte de reprise du secteur de la construction dans les pays de la région ? Peut-on avoir une idée sur les nouveautés de cette édition ?

Le prochain INTERMAT, salon des équipements et technologies durables pour la construction, se tiendra du 24 au 27

avril 2024 à Paris Nord Villepinte.

Le millésime 2024 sera celui du renouveau, avec un modèle de salon repensé en termes de format et d'offre recentrée autour de quatre piliers : Innovations, Énergies, Nouvelles équations et Engagements, qui proposeront chacun des temps forts et des développements inscrits dans les quatre grands défis de la construction.

Quelques nouveautés 2024 :

- L'offre exposants sera repositionnée autour de 5 pôles d'expertise, avec un nouveau pôle consacré aux Nouvelles Technologies et Énergies pour présenter les équipements intégrant des sources d'énergies alternatives, les ingénieries du virtuel, les véhicules autonomes..., avec une zone de démonstration pour se projeter sur le chantier de demain.
- Le plateau TV BFM Business de l'Espace Filière, doté d'un cycle de tables rondes, permettra d'envisager globalement les problématiques sociétales, énergétiques et économiques, les enjeux de la décarbonation et digitalisation mais aussi de mobiliser les pouvoirs publics sur le rôle fondamental de notre secteur.
- Un nouvel espace dédié à l'emploi-former permettra de valoriser les actions menées par les fédérations pour valoriser l'attractivité des métiers du bâtiment et des travaux publics, de favoriser la connexion entre les jeunes talents et les entreprises, autour d'ateliers, conférences et sessions de job dating.
- La thématique du bas carbone s'invitera aussi au cœur du salon pour améliorer sa performance environnementale, au travers de la charte RSE que nous avons instaurée pour inscrire l'événement dans une dimension plus responsable et encourager exposants et visiteurs à conduire le changement.
- Le concours international INTERMAT Innovation Awards : la valorisation des matériels les plus innovants présentés par les exposants du salon dont les nominés ont été révélés lors des Press Days.
- Le Village Start-up : la découverte des solutions, technologies et pratiques de demain autour d'un espace d'exposition, d'animations et de conférences.
- INTERMAT Démo : la démonstration des matériels innovants en condition réelle d'utilisation pour s'immerger sur le chantier de demain.
- Le WORD OF CONCRETE EUROPE : toute la chaîne de valeur de la filière européenne du béton réunie autour d'une exposition et d'un forum.

Combien de visiteurs et exposants attend-on ?

Nous attendons 1 000 exposants pour l'édition INTERMAT 2024. Parmi les marques exposantes en 2024, on

retrouve pour exemple Alphi, Atlas Weyhausen, AUSA, Bobcat, Bomag, Cummins, Deutz, Develon, Dynapac, Fayat, Hitachi, Kobelco, Komatsu, Leica Geosystems, Monnoyeur Group distribuant notamment CATERPILLAR, Liebherr, Liugong, Magni, Merlo, Putzmeister, Takeuchi, Topcon, Twhaites, Volvo, Sandvik, Sany, Scania, Takeuchi, Wacker Neuson, Wirtgen, Yanmar, ZF...

65% des exposants sont des sociétés étrangères venant des 5 continents. En terme de visitorat, nous cibons bien sûr un visitorat venant de France mais aussi beaucoup de visiteurs internationaux. Nous réalisons la promotion du salon dans différents pays du monde.

Quelles sont les perspectives des organisateurs ?

Face aux immenses enjeux que le secteur de la construction doit relever, nous avons voulu repenser INTERMAT comme le lieu de rassemblement et de partage de l'ensemble de la filière, unie pour bâtir une trajectoire collective pour mieux construire demain et la décarbonation, fil rouge de notre édition 2024.

Nous nous réjouissons de la mobilisation à nos côtés des cinq principales organisations professionnelles du secteur car la collaboration entre constructeurs de matériels et équipements, fournisseurs d'énergie et entreprises de construction est essentielle pour apporter collectivement des réponses adaptées aux professionnels et répondre au plus près à leur quête de solutions novatrices et durables.

Que constitue la tenue de ce salon pour les acteurs professionnels ?

INTERMAT est vraiment un lieu de rencontres entre les professionnels du secteur de la construction, un salon catalyseur d'innovations qui met en avant toutes les avancées en termes de machines et solutions mais aussi dans la filière du béton avec le World of Concrete Europe.

INTERMAT 2024 sera la vitrine de tous les acteurs de la construction, mobilisés pour partager une même vision et faire valoir les dernières avancées du marché en termes de machines, équipements, technologies, digitalisation, solutions de stockage d'énergie et location d'engins.



Face aux immenses enjeux que le secteur de la construction doit relever, nous avons voulu repenser INTERMAT comme le lieu de rassemblement et de partage de l'ensemble de la filière, unie pour bâtir une trajectoire collective pour mieux construire demain et la décarbonation, fil rouge de notre édition 2024.

Stress hydrique : Ça craint !



Les experts évaluent les ressources en eau dans notre pays à moins de 650 m³ par habitant par an, sachant qu'on devrait dépasser les 1.000 m³ pour éviter la pénurie hydrique.

C'est un constat. Implacable certes. Le facteur humain reste le principal responsable de la rareté de l'eau. Consciemment ou inconsciemment, notre comportement avec cette ressource vitale pour la vie, est à revoir de la manière la plus radicale possible.

Aujourd'hui, la réalité est en face. La pénurie d'eau s'accroît de jour en jour par la récurrence des épisodes de sécheresse, le réchauffement de la planète, mais aussi et surtout par le comportement humain.

Les prévisions les plus optimistes estiment que les deux tiers de la population mondiale pourraient vivre dans des conditions extrêmes de stress hydrique dès 2025.

La situation est plus alarmante dans le continent africain où l'impact des changements climatiques prend souvent une tournure dramatique (catastrophes naturelles, famine, exode...). Au Maroc, depuis 1980, les effets des changements climatiques se manifestent par une tendance à l'aridité, une réduction des apports d'eau, une augmentation des températures et des

phénomènes extrêmes (inondations, vagues de chaleurs...), mais la problématique de l'eau échappe de justesse à un scénario catastrophique, grâce à une politique visionnaire de gestion de l'eau initiée très tôt (barrages, recyclage des eaux usées).

Cependant, ces efforts doivent composer aujourd'hui avec un déficit notable en termes de précipitations et une très forte pression sur les ressources hydriques.

Les experts évaluent les ressources en eau dans notre pays à moins de 650 m³ par habitant par an, sachant qu'on devrait dépasser les 1.000 m³ pour éviter la pénurie hydrique.

Depuis 2022, la desserte en eau potable des agglomérations urbaines, qui ne représentent que 10% des réserves hydriques, n'est plus garantie comme auparavant, sans parler des besoins agricoles en eau des périmètres irrigués, qui ne pourront pas être satisfaits, menant à un recours accru à l'exploitation intensive des eaux souterraines, déjà en état de surexploitation avec des bilans largement déficitaires.

A fin du mois de janvier, les barrages ne sont remplis en moyenne qu'à hauteur de 23%, avec des disparités très fortes entre régions. Les barrages de l'Oriental, du Centre et du Sud affichent des taux de remplissage très bas, à l'image de ceux d'Al Massira qui est presque à sec ou encore Bin El Ouidane qui est à environ 5%.

C'est dire qu'aujourd'hui plus que jamais la nécessité d'éviter le gaspillage et l'usage abusif de l'eau s'imposent. La pénurie d'eau n'est pas un sujet éristique pour meubler des discussions ou animer des débats de télévision sur l'avenir de la planète. C'est une réalité cruelle, pour ne pas dire une question vie ou de mort.

Chaque personne à son échelle, par esprit civique, doit réduire sa consommation en eau dans ses pratiques quotidiennes. Est-ce trop demander !

Kh.Fakhir



Le dispositif d'aide au logement pourrait-il stimuler la demande ?

Opérationnel à partir de ce mois de janvier 2024, le nouveau dispositif d'aide au logement représente un changement significatif dans le paysage de l'accès à la propriété, en réduisant les contraintes liées à l'apport personnel pour les primo-accédants. D'où la question est de savoir à quelles conditions pourriez-vous emprunter en 2024 ? Est-ce pour autant suffisant pour relancer un marché immobilier atone depuis quelques années déjà ?

Les récents développements, tant sur le plan des taux immobiliers que des politiques gouvernementales semblent promettre un environnement propice à l'accession à la propriété. Le programme d'aide au logement étendu sur la période 2024-2028 représente une évolution majeure dans la stratégie de facilitation de l'accès des ménages aux revenus modestes à un logement décent. L'approche se renouvelle avec une aide financière directe aux acquéreurs. Ainsi, pour les logements dont le prix de vente est inférieur ou égal à 300.000 Dhs, une aide de 100.000 Dhs sera allouée. Pour les biens compris entre 300.000 Dhs et 700.000 Dhs, l'aide s'élève à 70.000Dhs.

Cette allocation vise à rendre plus abordables les logements pour les primo-accédants, facilitant ainsi leur accès à la propriété. Pour bénéficier du programme, les candidats doivent remplir plusieurs critères. Ils doivent être des Marocains résidant au Maroc ou à l'étranger, ne pas être propriétaires d'un logement au Maroc, et n'avoir jamais bénéficié d'une aide au logement. Le dispositif a été conçu pour cibler spécifiquement les primo-accédants, les aidant à franchir le pas de la propriété.

En effet, l'un des défis majeurs auxquels sont confrontés les primo-accédants est l'obligation de réunir un apport personnel substantiel pour obtenir un prêt immobilier. Cet apport personnel est souvent perçu comme un obstacle insurmontable, notamment pour les mé-

nages à faible revenu ou les jeunes emprunteurs. C'est là que le nouveau dispositif d'aide au logement apporte une solution innovante. Les subventions constituent un complément essentiel à l'apport personnel des emprunteurs, réduisant ainsi la pression financière à laquelle ils sont confrontés.

Dans le contexte actuel marqué par une augmentation des taux d'intérêt, un apport personnel substantiel peut aider les emprunteurs à obtenir des conditions de prêt avantageuses, dit-on auprès des analystes pour qui les statistiques d'Afdal.ma montrent que les taux les plus bas pour les emprunteurs de moins de 25 ans ont augmenté de 4,20% en début d'année à 4,75% au deuxième trimestre.

La limitation des capacités d'apport chez ces jeunes emprunteurs peut entraîner une augmentation significative du coût du crédit. Plus globalement, les banques ont relevé leurs exigences en matière de fonds propres dans le montage du dossier de financement. En 2023, l'apport moyen représente 22% du prix d'acquisition, en hausse par rapport aux années précédentes où il était en moyenne de 15% en 2020 et en 2022, relève Afdal.ma. Le nouveau programme d'aide au logement devrait offrir une bouffée d'oxygène aux emprunteurs les plus jeunes.

Plus globalement, en soutenant le pouvoir d'achat immobilier des ménages, le dispositif devrait donner un coup de fouet au marché immobilier dans son ensemble. L'accès à des financements plus abordables pour les primo-accédants devrait augmenter la demande de logements, ce qui, à son tour, peut stimuler l'activité économique dans le secteur immobilier et les industries connexes.

En attendant, les yeux sont bel et bien rivés sur le nouveau dispositif de Mme Mansouri qui se veut optimiste en annonçant en ce début de semaine l'entrée en vigueur de son programme. Une affaire Quitte ou Double !

Kh.Fakhir

Le pouvoir du management au MAROC.. Levier de Développement Économique et Organisationnel



Au Maroc, le rôle du management dans les entreprises revêt une importance particulière, tant sur le plan économique que sur celui de la dynamique organisationnelle. Cet article explore le pouvoir du management au Maroc, mettant en lumière ses implications sur la croissance des entreprises et la vitalité du tissu économique du pays.

Leadership dans un Contexte Multiculturel :

Le Maroc, en tant que carrefour entre l'Afrique, l'Europe et le Moyen-Orient, présente un environnement commercial multiculturel unique. Le management au Maroc doit être capable de naviguer avec succès dans cette diversité, en favorisant l'inclusion et en exploitant les atouts de chaque individu au sein de l'organisation.

Gestion des Talents et Développement des Compétences :

La gestion des ressources humaines revêt une importance particulière au Maroc, où la jeunesse dynamique représente un capi-

tal essentiel. Les gestionnaires marocains doivent s'engager dans le développement des compétences, la formation continue et la rétention des talents pour assurer la compétitivité des entreprises sur le marché mondial.

Innovation et Adaptation aux Nouvelles Technologies :

Le pouvoir du management au Maroc se manifeste également dans sa capacité à encourager l'innovation et à adopter les nouvelles technologies. Les entreprises qui intègrent efficacement les avancées technologiques dans leur stratégie de gestion restent en tête de la course à la compétitivité et contribuent à l'évolution de l'économie nationale.

Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) :

Le management au Maroc est de plus en plus appelé à jouer un rôle actif dans la promotion de la Responsabilité Sociale des Entreprises. En intégrant des pratiques durables, éthiques et socialement responsables, les gestionnaires contribuent non seulement au bien-être de la société mais renforcent également la réputation et la résilience des entreprises.

Collaboration Intersectorielle et Partenariats :

Le pouvoir du management au Maroc se déploie également dans sa capacité à favoriser la collaboration entre les secteurs public et privé. Les partenariats stratégiques entre les entreprises et les organismes gouvernementaux peuvent stimuler le développement économique, créer des opportunités d'investissement et renforcer la stabilité du marché. Au Maroc, le pouvoir du management est incontestablement un moteur de progrès économique et organisationnel. Les gestionnaires jouent un rôle clé dans la création d'entreprises robustes, résilientes et responsables, contribuant ainsi à l'épanouissement de l'économie nationale. En cultivant un leadership visionnaire, en investissant dans le capital humain et en favorisant l'innovation, le management marocain forge un avenir prometteur pour les entreprises du royaume.

Hind ENNOUAJI

Ramon Soler®

Barcelone 1890



DESIGN
AWARD
2021



Sardis

125 - 127 Rue des Thermes La Villette 20350 - Casablanca - Morocco
Tél. : +212 522 62 63 18 / +212 522 60 93 14 - Fax : +212 522 62 6317
E-mail : sardis2009@gmail.com - www.sardis.ma

Royaume du Maroc



Ministère de l'Aménagement du Territoire National,
de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville

Dispositif d'aide directe au logement

Du 1^{er} janvier 2024 jusqu'à fin décembre 2028, bénéficiez de* :

100 000 DH

pour l'achat d'un logement
dont le prix est égal
ou inférieur à

300 000 DH

70 000 DH

pour l'achat d'un logement
dont le prix est supérieur à

300 000 DH

et ne dépasse pas

700 000 DH

* Les logements doivent disposer d'un permis d'habiter délivré à compter du 1^{er} janvier 2023.